



Investir dans les populations rurales

Burkina Faso

Programme d'Appui et de Promotion du Secteur Privé en Milieu Rural (PASPRU)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 1^{er} au 6 juin 2015

Date du document: 17 juin 2015

No. du Projet: 1100001425

No. du rapport: 3775-BF

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Données de base du programme	1
B. Introduction	1
C. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	1
D. Produits et effets	4
E. État d'avancement de l'exécution du programme	8
F. Aspects fiduciaires	10
G. Durabilité	13
H. Conclusion	13

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	1
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	5
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	13
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	15
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	27
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	29
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	31

Sigles et acronymes

\$EU	Dollar des Etats Unis
ANPE	Agence Nationale pour l'Emploi
ATI	Assistant Technique International
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CAP	Comité d'Approbation des Projets
CEAS	Centre Ecologique Albert Schweitzer
CPO	Chargé d'Appui Programme du FIDA
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CREER	Centre de Ressources en Entrepreneuriat Rural
DGPER	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DOPAIR	Direction de l'Organisation des Producteurs et de l'Appui aux Institutions Rurales
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DTS	Droit de Tirage Spécial
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FODEMER	Fonds de Développement des Micro-Entreprises Rurales
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
IRSAT	Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies
MARHASA	Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
MEBF	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso
MER	Micro-Entreprise Rurale
OP	Organisation de Producteurs
PAFASP	Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales
PAP	Programme d'Actions Prioritaires
PASPRU	Programme d'Appui au Secteur Privé en Milieu Rural
PFNL	Produit Forestier Non Ligneux
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROFIL	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RAMER	Responsable de l'Appui aux MER
RMP	Revue à Mi-Parcours
RSE	Responsable Suivi et Évaluation
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SDE	Services de Développement aux Entreprises
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TOMPRO	logiciel de gestion comptable
UGP	Unité de Gestion du Programme
YEN	Devise du Japon

A. Données de base du programme

Coût total:	25,21 millions de \$EU
Prêt FIDA:	8,07 millions de \$EU
Don FIDA:	8,07 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur:	3,87 millions de \$EU
Contribution des bénéficiaires:	0,10 millions de \$EU
Gap de financement	5,10 millions de \$EU
Date d'approbation:	30/04/2009
Date de signature:	23/09/2009
Date d'entrée en vigueur:	08/12/2010
Date d'achèvement du programme:	31/12/2016
Date de clôture du prêt et du don:	30/06/2017
Taux de décaissement du don et du prêt ¹	26.15 % au 30/4/2015

B. Introduction²

1. Une mission mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a séjourné au Burkina Faso du 1^{er} au 6 juin 2015, pour réaliser le suivi et la supervision du PASPRU. L'objet de cette mission était d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique et financière des activités du programme vis-à-vis les recommandations de la mission de revue à mi-parcours (RMP) de juin 2014 en vue de prendre une décision sur la clôture anticipée du programme.
2. A son arrivée à Ouagadougou, la Mission a tenu une rencontre initiale avec l'équipe du programme. Elle a été reçue par le Directeur Général de l'Hydraulique qui assurait l'intérim du Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire (MARHASA). La mission a ensuite rencontré les représentants des Gestionnaires des Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural (CREER) formés par le PASPRU ainsi que les partenaires du programme : (i) la Maison de l'Entreprise (ME-BF), (ii) le Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), l'Institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT). La mission a été reçue par le Directeur Général de l'Economie Rurale du MARHASA.
3. La mission a tenu, le 5 juin, une réunion de restitution avec l'équipe de l'Unité de Gestion du Programme (UGP).
4. La Mission tient à remercier l'équipe du programme, ses partenaires et l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

C. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

Rappel de l'historique de la mise en œuvre du programme

5. L'objectif de développement du PASPRU, conçu en 2008, est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale à travers le développement du secteur privé local. Ses objectifs spécifiques sont : (i) améliorer l'accès durable des groupes cibles aux Services de Développement aux Entreprises (SDE) ruraux ainsi qu'à des formations professionnelles et à la technologie et (ii) contribuer à créer un environnement propice au développement du secteur privé local en milieu rural.

¹ 25.9 % hors dépôt initial en incluant les paiements en instance et les DRF à établir

² Composition de la mission: La mission était composée de M. Pierre-Yves Légal, consultant FIDA WCA, Chef de mission, M. Samba Diom Ba, Expert financier, Consultant, M. Djessouwende Ouedraogo, Chargé d'appui programme FIDA a.i., Consultant WCA. Le Gouvernement du Burkina Faso était représenté par M. Mamadou Coulibaly, Chargé d'étude auprès du SG du MARHASA, Mme Isabelle Ouattara-Dosso (DGEP/MEF), M. Abdoulaye Koudougou (DGESS/MARHASA), M. Faboulié Ko (DGESS/MERH), M. Issoufou Nana (DGESS/MRA). Mme Cristiana Sparacino, Chargée de portefeuille FIDA, a participé à l'ensemble des travaux de la mission.

6. La création d'un environnement propice au développement du secteur privé local en milieu rural passait par : (i) des interventions au niveau de l'offre des produits financiers adaptés aux MER ; (ii) le renforcement des organisations des MER, notamment pour la défense des intérêts de leurs membres dans le dialogue avec le Gouvernement ; (iii) la mise en place d'un Fonds d'infrastructures à vocation économique - à coût partagé - pour augmenter la disponibilité pour les MER des petites infrastructures économiques au niveau des communes.

7. Le programme était organisé en deux composantes directement liées aux objectifs : «Accès des MER aux services non financiers» et «Amélioration de l'environnement des MER» et une composante de «Gestion du Programme». Une quatrième composante «Appui au programme-pays» financée sur don avait été reliée au programme.

8. Le PASPRU est entré en vigueur le 8 décembre 2010. L'atelier de lancement a eu lieu les 31/5 et 1/6/2010 (avant donc l'entrée en vigueur). Un amendement de l'Accord de financement a été signé par le FIDA et le Gouvernement le 24 mai 2011. Il porte sur une répartition 50% - 50% des dépenses entre le prêt et le don FIDA. La première Demande de Retrait de Fonds (DRF - approvisionnement du Compte Spécial) a été payée le 29 juillet 2011. L'équipe de l'UGP a été recrutée en deux vagues: le 30/7/2010 et le 1/9/2011, mais l'équipe du programme ne s'est installée à Ouahigouya, siège initialement prévu du programme, que le 10 mars 2012.

9. Une mission de supervision du FIDA a eu lieu du 19 au 30/3/2012. La mission de supervision a constaté que le démarrage du programme était très lent et que les progrès dans sa mise en œuvre étaient très faibles. Aucune activité concrète n'avait été réalisée par le programme depuis son démarrage. Le taux de réalisation financière était de 1,7% et concernait uniquement la composante «Gestion de Programme». Le Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2012 était ambitieux par rapport aux capacités de l'équipe. L'équipe n'avait pas fait preuve d'esprit d'anticipation dans les contacts avec les partenaires, dans les démarches de mise en œuvre des composantes et la préparation des activités de terrain, malgré la mission d'appui du FIDA du mois d'octobre 2011. Le PASPRU a donc été classé comme un «programme à risque» par le FIDA et des mesures urgentes ont été prises par le Gouvernement pour redresser les défaillances constatées par la mission. Dans cet esprit, il a été retenu de mettre en œuvre un Programme d'Actions Prioritaires (PAP) de 6 mois à exécuter avant fin 2012. Dans ce même contexte de redressement, en 2012, des changements ont été opérés dans l'équipe de l'UGP. Le contrat du Coordinateur et celui du Responsable Suivi-Évaluation (RSE) n'ont pas été renouvelés à leur échéance, le 30/7/2012 et un processus de recrutement a été lancé pour les remplacer. Pour aider le programme à élaborer et exécuter le PAP, il a été décidé de recruter un Assistant Technique International (ATI) qui, par la suite, a joué le rôle de Responsable a.i. du PASPRU. L'ATI a pris fonction le 16/07/2012 et sa mission a dû être prolongée jusqu'en septembre 2013, le nouveau Coordonnateur recruté ayant pris fonction seulement le 1^{er} octobre 2013.

10. La seconde supervision du PASPRU réalisée du 16 février au 1^{er} mars 2013 avait pu vérifier que la plupart des actions prévues dans le PAP avaient été réalisées ou entreprises, que l'équipe du programme était active et motivée et que l'image du PASPRU auprès de ses partenaires s'était améliorée. Elle avait cependant noté des retards dans le démarrage du partenariat entre le PASPRU et la MEBF. Elle avait recommandé de revoir la stratégie du programme en matière d'instruments de financement des MER et la création d'un Fonds de Développement des Micro-Entreprises Rurales (FODEMER) plus cohérent avec l'évolution du secteur de la micro-finance et des instruments utilisés par d'autres projets. Elle avait constaté le retrait de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) qui devait prendre en charge le financement d'infrastructures économiques à l'échelle communale. Elle avait validé la relocalisation de l'UGP à Ouagadougou et la création d'antennes légères distinctes de celles du Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PROFIL) dans les trois régions d'interventions communes aux deux programmes. Elle avait souligné la nécessité d'accroître considérablement le rythme et le volume des réalisations au cours de 2013.

11. Après une année de gestion efficace par l'ATI, un nouveau Coordonnateur a pris fonctions en octobre 2013. Peu après (en octobre) il a formalisé les cinq contrats d'objectifs (ANPE, CEAS,

DOPAIR, FAFPA, IRSAT) qui avec celui signé fin 2012 avec la MEBF, constituent actuellement l'essentiel de l'activité du programme. A la date de la mission de RMP de juin 2014, il apparaît que ces actions étaient mises en œuvre, mais trop lentement. La première vague (29) de gestionnaires des CREER avait été sélectionnée et formée dans le cadre du partenariat avec la MEBF mais pas encore formellement installée (même si un nombre significatifs de CREER étaient de fait fonctionnels). Le manuel du FODEMER a été validé seulement au cours de la RMP. En outre peu de dossiers nouveaux avaient été lancés, le suivi administratif des contrats en cours d'exécution était défaillant, les premiers retours d'expériences disponibles n'étaient pas pris en compte. Au moins une activité clé (formation d'un second groupe de 30 CREER) prévue dès le PTBA 2013 n'avait pu démarrer du fait qu'elle n'était pas été reprise dans le cadre du PTBA 2014.

12. Au vu de cette situation, le FIDA a déclaré le PASPRU un «programme à risque» pour la troisième fois en quatre ans. Il a demandé au Gouvernement de changer le Coordonnateur, ce que le Gouvernement de transition établi après les événements du 30-31 octobre 2015 a accepté de faire en fin 2014. Après trois mois de gestion du programme par un Coordonnateur a.i., le nouveau Coordonnateur a pris fonction le 27 mars 2015.

13. Un projet déclaré à risque pour trois années (même si elles ne sont pas consécutives) devrait normalement être clôturé en avance. Cependant, selon la mission RMP, malgré les difficultés, le PASPRU restait dans sa conception un programme extrêmement pertinent et sans doute encore souvent «en avance sur son temps». Le concept de CREER est une innovation extrêmement pertinente et la MEBF un partenaire de qualité (pour l'ensemble des aspects liés à son mandat). Ce partenariat devrait permettre de doter le secteur rural d'un instrument (CREER) performant et durable. Cet instrument combiné à l'éventail d'actions complémentaires prévues dans le cadre du PASPRU (dans les domaines de l'accès à la technologie et de la formation professionnelle notamment), mais aussi dans d'autres projets et/ou instruments nationaux, devrait également permettre au secteur rural de progresser de façon significative dans la conception et le test d'instruments locaux de développement de tissus économiques cohérents et «complets». Notamment à l'échelle de micro-pôles (et/ou bassins de production et d'emploi), ces instruments devraient créer un effet de levier important en matière d'accroissement de la production (quantité et valeur), mais aussi de fixation de valeur ajoutée (transformation, services induits) dans le milieu rural.

14. Pour ces raisons, le FIDA a accepté, vue la décision du changement de coordination prise par le Gouvernement, de différer sa possible décision de clôture anticipée au moins jusqu'à la présente mission.

Développements récents

15. La mission de RMP avait formulé un nombre important de recommandations (de l'ordre d'une centaine en comptant les recommandations les plus ponctuelles). La très grande majorité ont été prises en compte, sont réalisées ou en cours de réalisation. Le délai pris pour le remplacement du Coordonnateur suite aux recommandations de la RMP couplé aux événements du 30-31 octobre se sont traduits par de nouveaux retards. En particulier la formation des 30 CREER supplémentaires n'a pu être entreprise et l'opérationnalisation du FODEMER a peu avancé. Les contrats 2014 avec la MEBF et le CEAS n'ont été signés par le Coordonnateur sortant que le 26 décembre 2014. Des activités qui auraient pu être entreprises dès 2014 ont été programmées pour 2015 notamment dans le domaine de la formation professionnelle. En particulier, le partenariat avec le FAFPA dont la poursuite avait été recommandée par la mission de RMP n'a pu être formalisé dans les délais pour une mise en œuvre en 2015. La mise en œuvre d'un certain nombre de contrats initiés sur PTBA 2013 (IRSAT notamment) a été poursuivie.

16. L'équipe technique de l'UGP a cependant mené un recentrage des activités du programme sur des priorités claires et cohérentes tout à fait en ligne avec les recommandations de la RMP. Les deux principaux partenaires clé (MEBF et CEAS) ont fait preuve de réactivité et de capacité d'adaptation face aux contraintes qui persistaient (mobilisation de personnel supplémentaire notamment). En particulier le CEAS a réussi à organiser et mener à bien un volume important d'actions. Sous l'impulsion de l'équipe technique et des nouveaux Coordonnateurs (intérimaire puis actuel), la

communication entre l'UGP, sa tutelle nationale, les partenaires et le FIDA s'est considérablement améliorée tant en volume qu'en qualité. Même si elle s'est considérablement accrue, la capacité d'anticipation et de programmation de l'UGP reste encore à améliorer.

17. La pertinence de la conception du programme a été une nouvelle fois vérifiée notamment au travers du volume et du type d'activités menées par les CREER qui jouent un rôle clé auprès des MER non seulement par leur appui direct mais aussi pour les mettre en relation avec d'autres partenaires et leur rendre accessible de nombreux instruments d'appui et marchés. Cette pertinence est également vérifiable par l'importance de l'impact des actions de formation et de démonstration réalisées et par les dynamiques qui se créent autour des innovations technologiques et unités pilotes introduites par le programme. La capacité de réponse des deux principaux partenaires (CEAS et MEBF) se traduit par une accélération et une augmentation des volumes de réalisations facilitée également par l'utilisation, chaque fois que possible, de la procédure de paiement direct à ces partenaires par le FIDA ce qui évite les retards liés à des problèmes de trésorerie.

D. Produits et effets

18. **CREER.** Les CREER sont des entreprises (souvent une personne) de services de proximité basées en milieu rural en charge : i) d'accompagner la structuration des MER, ii) d'identifier leurs besoins de formation et en technologies appropriées, iii) de réaliser certaines formations de base pour les MER, iv) d'orienter et d'accompagner les MER auprès des différents guichets publics et privés disponibles dans leur environnement ou œuvrant à l'échelle nationale (tel que le FAFPA, FAPE, le FASI, le FAARF, FAIJ,...), iv) l'élaboration des plans d'affaires des MER et la mise en relation avec les structures de financement.

19. 29 CREER ont été installés par le PASPRU dans les régions de l'Est et du Centre Est et dans les régions des Cascades et des Hauts Bassins (voir figure 1 jointe à la fin du texte principal du rapport de supervision). A l'issue de la formation initiale dispensée par la MEBF (début 2014), ils ont reçu une certification/accréditation individuelle délivrée par le Secrétariat Général du MARHASA et ont été introduits dans leur région d'intervention lors de cérémonies présidées par les Gouverneurs et rassemblant l'ensemble des partenaires locaux.

20. Cette formation initiale est prolongée en 2014 (et 2015) par un accompagnement («coaching») personnalisé dispensé par la MEBF (analyse du comportement des gestionnaires en situation, capacités d'organisation des formations, gestion du CREER, mise à jour de son plan d'affaires, information/mise à jour sur différentes opportunités, etc.). Des contrats tripartites PASPRU/MEBF/CREER définissent un certain nombre de tâches commanditées et financées par le PASPRU (appui à certaines MER, formations, suivi-évaluation, etc.) à réaliser par les CREER sous le contrôle et l'orientation de la MEBF. Des lots d'équipements de base (moto, ordinateur, etc.) sont également prévus (en cours d'acquisition) et une subvention de fonctionnement (dégressive) prise en charge dans ces contrats. Ces contrats permettent de garantir au CREER un volume d'activité minimum dès leur démarrage, même dans les zones les moins dynamiques économiquement.

21. Dans ce cadre, depuis leur installation, les CREER ont (i) réalisé des sessions de formations techniques et en gestion au bénéfice de 5732 MER, (ii) appuyé le montage de 519 dossiers destinés à être financés dans le cadre du FODEMER, (iii) assuré le suivi rapproché des 8 unités pilotes de transformation mises en place par le PASPRU (4 en 2013 et 4 en 2014), (iv) évalué un échantillon de MER, (v) facilité l'intervention des autres partenaires du PASPRU, (vi) réalisé 409 interventions d'appui conseil (organisationnel, commercial ou financier) aux MER, (vii) appuyé 410 MER à la mise en place de leur comptabilité, (ix) réalisé 866 diagnostics organisationnels. 4 CREER et 8 MER ont organisé et/ou participé au voyage d'études au Bénin sur les technologies de transformation du manioc recommandé par la RMP.

22. Au-delà, les CREER, ont en 2014 vendu leurs services à d'autres partenaires que le PASPRU dont (liste non exhaustive) : (i) 18 groupements de transformatrices de fonio (Afrique Verte /Corps de la Paix), (ii) transformation du manioc (GVF YOUNDOIF), (iii) commercialisation des amandes de karité et adhésion à la « Table Karité » d'une Union Provinciale (UPPK), (iv) appui à la recherche de

financement (50 MER USADF, 200 MER guichets ciblés nationaux , 75 MER Coris Bank/Fonds Koweïtien), (v) organisation de foires et manifestations commerciales (Afrique Verte, Etat, etc.), (vi) assistance suivie à 9 Organisations de Producteurs (OP), (vii) ainsi qu'à 25 unités de transformation et 2800 producteurs (GIZ, SNV, PAFASP), (viii) appui au montage de 700 fiches de micro-projets soumises au PAFASP (Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorales), etc.

23. Les 29 CREER déjà installés ont entrepris de se constituer en réseau formel au cours du dernier trimestre 2015. Les textes nécessaires sont en cours d'élaboration par les CREER. Le nom envisagé à ce stade serait « Groupe de Recherche et d'Appui pour le Développement et la Promotion de la Micro Entreprise ». Les objectifs envisagés porteraient sur : (i) le renforcement des synergies entre les CREER (les pratiques de travail en commun sont déjà courantes), (ii) l'appui au démarrage des nouveaux CREER, (iii) le perfectionnement des membres, (iv) la production de matériel pédagogique, (v) la recherche de partenaires, (vi) la relation entre les CREER et les institutions publiques notamment le MARHASA pour une meilleure reconnaissance et promotion des CREER.

24. L'ensemble de ces éléments confirment la pertinence, la viabilité/durabilité et l'efficacité du modèle CREER qui avaient déjà été mises en lumière lors de la RMP en juin 2014. Même s'il n'a pas été possible à la mission d'analyser les spécificités des situations et portefeuilles de clientèle de chaque CREER, la performance globale des CREER au cours de l'année 2014 peut être jugée comme très satisfaisante.

25. De la même façon, le cursus de formation défini dans le cadre du PASPRU avec la MEBF apparaît adéquat et sa mise en œuvre par la MEBF performante.

26. **La mission recommande la poursuite du partenariat avec la MEBF en particulier pour : (i) le « coaching » des 29 CREER déjà installés, (ii) la formation, certification et installation avant la fin 2015, d'une vague de 30 CREER supplémentaires, (iii) la poursuite du « coaching » de ces 60 CREER en 2016 et (iv) d'engager une réflexion en 2015 sur l'opportunité de programmer une troisième vague de formation de CREER en 2016 (notamment afin de doter d'un CREER chaque micro-pôle détecté).**

27. **Les 30 CREER à former en 2015 ont déjà été présélectionnés en 2014. Si certains se désistent ils pourront être substitués par cooptation (pas de nouveau processus formel de sélection). Cette opportunité devra être offerte en priorité aux « accompagnateurs » intervenant dans le cadre du PROFIL.**

28. Le réseau formel des CREER devra se doter de ressources durables permettant de garantir sa viabilité financière. **La mission recommande que la DGPER (Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale) explore avec ce réseau les pistes permettant d'améliorer sa reconnaissance et sa visibilité dans un objectif d'amélioration de l'offre de service aux MER et au secteur rural en général.**

29. **Identification des micro-pôles économiques.** La MEBF assure la maîtrise d'œuvre de cette étude entreprise à partir de juillet 2014. Elle est appuyée par un Comité de Suivi qui intervient aux étapes clé (cadrage en juillet 2014, validation de la méthodologie le 16 janvier 2015, examen du premier rapport provisoire le 16 avril 2015). Les objectifs de l'étude sont : (i) déterminer le potentiel économique à l'échelle locale, (ii) identifier les opportunités économiques pour le développement des MER; (iii) identifier les acteurs des filières agropastorales porteuses et les chaînes de valeurs potentielles d'intérêt pour les MER; (iv) faire un état des lieux de l'entrepreneuriat local avec un accent sur les MER; (v) identifier les activités non agricoles complémentaires à développer, (vi) identifier les besoins de services de développement des MER.

30. Des réserves importantes ont été émises par le Comité de Suivi sur le rapport provisoire présenté. Le rapport est beaucoup plus descriptif qu'analytique et cette partie descriptive présente des lacunes importantes : (i) plusieurs filières susceptibles de « porter » un ou plusieurs micro-pôles ne sont pas prises en compte (manioc, pomme de terre, haricot vert, poisson), (ii) les renseignements collectés (fiches) sont largement sous utilisés, (iii) les caractères multidimensionnels, intégrés et intersectoriels des micro-pôles n'apparaissent pas.

31. **La mission partage entièrement l'ensemble de ces réserves. Elle recommande que la MEBF organise un travail de fond avec le consultant pour aboutir à un document réellement pertinent et opérationnel utilisable par les acteurs du développement des micro-pôles et notamment les CREER. Elle recommande au Comité de Suivi d'examiner notamment les suggestions suivantes : (i) placement des parties descriptives détaillées (complétées) dans des annexes, (ii) ajout d'une partie «plus théorique» sur le concept de micro-pôle en tant que bassin local cohérent d'activité et d'emploi, (iii) organisation de la partie analytique de manière à faire ressortir clairement les différentes composantes (classes de métiers, acteurs,) nécessaires au sein des micro-pôles (existant, insuffisances à compléter, nouveaux métiers/acteurs à créer, etc.).**

32. **Formations et démonstrations sur les technologies de transformation.** En 2014 la réalisation des formations a été confiée exclusivement au CEAS sur la base de la bonne performance/impact vérifiée des 8 sessions réalisées sur PTBA 2013 (amélioration notable de la qualité des produits et augmentation de plus de 50% du chiffre d'affaires moyen des MER formées). Sur PTBA 2014, 21 sessions ont été réalisées pour 582 participants (438 femmes et 144 hommes) dont 149 jeunes issus de 107 groupements et de 114 MER individuelles. Elles ont porté sur la transformation du miel (5), du manioc (2), du riz (5), du soubala (1), du beurre de karité (4) et du lait (2) et sur l'embouche (2).

33. Le CEAS a également réalisé 15 démonstrations d'équipements et/ou de procédés (836 participants dont 101 hommes et 728 femmes). Elles ont porté sur: le lait (1), le miel (2), le karité (3), le soja (1), le riz étuvé (2), les différents produits issus du manioc (1), des kits innovants d'étuvage du riz (2), des équipements de traitement du néré (3).

34. Ces activités sont efficaces et bien menées. Leur continuation est prévue avec le même partenaire (CEAS) sur PTBA 2015.

35. Le voyage d'étude sur la transformation du manioc au Bénin a été réalisé. Il a associé 8 MER, 2 artisans équipementiers, 4 CREER, 2 techniciens du CEAS ainsi que l'équipe du PASPRU (2 UGP et 1 par antenne). Il a permis de connaître non seulement l'offre de technologies disponible et adaptable mais aussi l'organisation de la filière et de mettre en lumière la possibilité d'introduction d'une part de farine de manioc dans la panification. Deux prototypes de râpeuses sont en cours d'acquisition (dont une mobile) et seront adaptés au contexte du Burkina. Un nouveau voyage plus centré sur l'attiéké de Côte d'Ivoire est envisagé. **La mission recommande la réalisation de ce voyage en 2015.**

36. **Unités pilotes de transformation.** Ces unités ont un objectif de démonstration/formation. En raison de leur coût (10 à 15 millions de FCFA) elles ne sont pas directement reproductibles par les MER. Les unités déjà fonctionnelles semblent cependant jouer à l'échelle d'un micro-pôle un rôle structurant non seulement par leur aspect de démonstration/formation mais aussi : (i) du fait qu'elles incitent les groupements féminins à s'organiser de façon élaborée pour valoriser l'unité (tours d'utilisation d'équipements, standardisation de produits, commercialisation commune, etc.) ou (ii) peuvent être source d'une segmentation du processus de transformation (1 groupement assure la fabrication de pâte de manioc qui est revendue à d'autres groupements/individus qui la transforment en attiéké). **La mission recommande de continuer à identifier, suivre et analyser ces dynamiques et innovations organisationnelles.**

37. Deux unités de transformation de manioc (Est et Ouest) et une unité de production de miel mises en œuvre par le CEAS étaient déjà fonctionnelles lors de la RMP. L'IRSAT a achevé en novembre 2014 la mise en place de l'unité pilote de fonio à Moussodougou.

38. Le CEAS a mis en place quatre unités nouvelles sur PTBA 2014 (karité, attiéké, soubala, riz étuvé).

39. Le PTBA 2015 envisageait l'implantation par le CEAS de 24 nouvelles unités. Le FIDA n'a pas donné son accord sur cette activité. **Après discussion avec les partenaires, la mission recommande de confier en 2015 au CEAS la mise en place de 5 unités dont le caractère pilote**

apparaît le plus évident soit parce qu'il s'agit de produits différents de ceux déjà couverts par les unités existantes (viande séchée, huile de balanites et autres produits forestiers non ligneux - PFNL) soit lorsqu'il s'agit d'introduire, dans l'Ouest, des technologies déjà diffusées dans l'Est du pays, ou réciproquement (riz étuvé dans le Centre Est, soubala dans l'Est, beurre de karité dans l'Ouest).

40. **Les autres dossiers préparés pourront être soumis au FODEMER. Ils devront s'insérer dans un ensemble d'actions cohérentes à l'échelle d'un micro-pôle. La maîtrise d'ouvrage sera assurée par les groupements bénéficiaires avec l'assistance des CREER. Le FODEMER pourra prendre en charge des prestations d'appui technique à la conception/installation etc. qui pourront être fournies par le CEAS ou un autre prestataire dans le cadre d'un contrat passé entre le maître d'ouvrage et ce dernier.**

41. **Recherche et développement sur des équipements de transformation adaptés.** Le PASPRU a confié au CEAS sur PTBA 2014, un travail de recherche et de développement d'équipements destiné à la transformation du manioc (amélioration du broyeur, presse construite autour d'un cric hydraulique, éplucheuse) et des jus de fruit (broyeur, pasteurisateur et cuiseur pouvant aussi être utilisables pour le lait). Ce travail devrait déboucher fin 2015 sur des prototypes installés au sein de 3 MER et validés, mais aussi sur les manuels d'utilisation et d'entretien, les plans et gabarits, etc.

42. **Actions pédagogiques.** Quatre guides de bonnes pratiques sont en cours de production par l'IRSAT sur PTBA 2013: grumeaux de céréales, fonio, soubala et attiéké. La rédaction du texte des quatre guides a été achevée ainsi que les illustrations d'un premier guide (soubala). La plaquette élaborée par l'IRSAT sur le karité a été traduite en trois langues locales, multipliée et remise au PASPRU qui assure sa diffusion.

43. L'IRSAT a mis en œuvre une session de formation sur le diagnostic des besoins en technologies des MER destinée aux CREER des deux antennes.

44. L'IRSAT a également développé avec l'appui du PASPRU un module de formation des équipementiers sur la conception de notices d'utilisation et d'entretien et formé 10 équipementiers. Ce module a été réutilisé dans deux sessions de formation organisées avec l'appui de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement)/US.

45. Les analyses de laboratoire réalisées sur PTBA 2013 sur les produits de 22 MER devraient permettre de définir des procédures simples d'auto-contrôle mises en œuvre à partir de petits équipements à la portée des MER (thermomètre, balance, etc.).

46. **Approvisionnement en intrants spécialisés.** Le CEAS (statut associatif) s'est doté en 2014 d'une SARL afin de lui permettre d'entreprendre des opérations commerciales nécessaires qui ne peuvent être réalisées par l'association. Le PTBA 2015 prévoit d'appuyer cette SARL à acquérir de petites quantités d'intrants spécialisés nécessaires aux MER et non disponibles sur le marché national (ou non disponibles en conditionnements adaptés). Un montant de 5 millions de FCFA avait été prévu pour des emballages alimentaires bio-dégradables. **La mission recommande qu'un montant supplémentaire de 10 millions de FCFA soit alloué pour aider la SARL à se doter d'une capacité d'achat de feuilles inox, de découpage et de revente au détail selon des découpes adaptées aux artisans ainsi que des pièces non disponibles localement (thermomètres, ...).** L'inox est un matériau indispensable pour nombre de pièces d'usure des petits équipements de transformation et n'est disponible sur le marché national qu'en feuilles dont la taille et le coût dépasse de loin les besoins et capacités des artisans.

47. **Mise en place du FODEMER.** Le FODEMER n'est pas encore opérationnel. **Une modification du manuel devrait être réalisée pour permettre le financement d'unités de transformation d'un coût maximum de 20 millions de FCFA dans le cadre des micro-pôles. L'UGP pourra solliciter l'appui du consultant assurant actuellement l'intérim du CPO et qui avait appuyé la formulation du manuel.**

48. **Gestion du programme.** Le contrat du Coordonnateur en place lors de la RMP n'a pas été renouvelé à son expiration le 31 décembre 2014. A partir du 2 février 2015, M. Hervé Zoungana, Coordonnateur du PROFIL, a assuré l'intérim de la Coordination du PASPRU jusqu'au 26 mars 2015 où il a été remplacé par M. Adama Kabore, dont la nomination définitive est intervenue le 17 avril 2015. Un cadre supplémentaire a été recruté au sein de l'UGP (responsable de l'appui aux MER-RAMER) et a pris fonctions le 1er juin. Un chef d'antenne avait également été sélectionné pour l'antenne Est mais se serait désisté.

49. Les activités du programme ont continué d'être portées au cours du second semestre 2014 par les deux cadres techniques de l'UGP (RSE et chargé des volets technologies et formation professionnelle dont la performance est jugée très satisfaisante) et l'ensemble de l'équipe jusqu'à la nomination des nouveaux Coordonnateurs. La prise de fonction de ces derniers a permis la formalisation des dossiers en instance et la relance des partenariats clés du PASPRU.

50. La préparation du PTBA 2015 a été entreprise dans les délais et la première version, très ambitieuse, a été examinée par le Comité de Pilotage le 22 décembre 2014. Il a été envoyé au FIDA avant la fin de décembre 2014. Cependant, le Coordonnateur a.i., après avoir pris fonction en février 2015, a jugé le PTBA trop ambitieux et a demandé au FIDA d'attendre une nouvelle version plus appropriée. Le PTBA a donc été revu, recentré et soumis au FIDA le 30 mars 2015. Après un réajustement suite aux commentaires du FIDA, le Fonds a autorisé sa mise en œuvre le 29 avril 2015, sauf pour le volet relatif aux 24 unités pilotes proposées (voir ci-dessus).

51. Les rapports réguliers, dont SYGRI (Système de Gestion des Résultats et de l'Impact), ont été produits et transmis dans les délais. Les indicateurs sont tenus à jour. A la date du 6 juin 2015, l'audit 2014 n'avait pas encore démarré.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre le coaching des CREER	MEBF	Tout 2015
Former 30 nouveaux CREER	MEBF	Avant fin 2015
Analyser l'opportunité de former 30 CREER supplémentaires en 2016	MEBF/UGP	Avant fin 2015
Formaliser la mise en réseau des CREER	CREER	Octobre 2015
Améliorer la reconnaissance des CREER par institutions	CREER, UGP, DGPER, CRA, etc.	Fin 2015
Réorienter l'étude sur les micro-pôles	MEBF	Immédiat
Continuer à identifier, suivre et analyser les dynamiques et innovations organisationnelles autour des unités pilotes	UGP CREER	Continu
Réaliser un voyage d'études «attikié» en Côte d'Ivoire	CREER/Artisans/UGP etc.	Fin 2015
Confier au CEAS la mise en place de cinq unités pilotes	UGP/CEAS	Mise en place au cours de 2015
Réorienter les autres unités potentielles vers le FODEMER	UGP CREER	Octobre 2015
Etendre l'activité intrants spécialisés à l'acier inox	UGP/CEAS	Immédiat
Amender le manuel du FODEMER pour permettre le financement d'unités de transformation (15 à 20 millions de FCFA maximum) dans le cadre de micro-pôles	UGP appuyé par CPO a.i.	Immédiat

E. État d'avancement de l'exécution du programme

52. **Composante A «Accès des micro-entreprises aux services non-financiers».** Cette composante a été mise en œuvre par le canal de la poursuite des activités engagées sur PTBA 2013 (MEBF, CEAS, IRSAT) et trois nouveaux contrats signés (2 CEAS, 1 MEBF) par le Coordonnateur sortant seulement le 26 décembre 2014. Les activités ont été réalisées à partir du début de 2015. Un nouveau contrat avec le CEAS a été signé en avril 2015.

Sous-composante A.1 «Facilitation de l'accès des MER aux SDE»

53. Cette sous-composante est mise en œuvre par la MEBF conformément aux dispositions prévues dans le rapport de pré-évaluation. Une convention de partenariat 2012-2016 assortie d'un contrat d'objectif pour une durée de 3 mois ont été signés le 28/12/2012. Ce contrat a été prolongé jusqu'au 30/09/2013 et le montant revu à 120 050 000 FCFA suite à la non objection du FIDA

obtenue le 24/06/2013 lors de la RMP. Un coordinateur à plein temps a été mobilisé par la MEBF à partir de juillet 2013 associé à un spécialiste SDE mobilisé à temps plein qui a pris fonction le 27 mai 2013. En 2014, le contrat initial a été prolongé et complété par un nouveau contrat (signé le 26 décembre 2014) permettant de renforcer l'équipe MEBF et de prendre en charge la formation de la seconde vague de 30 CREER et le coaching des 29 CREER installés. Un troisième contrat est actuellement à la signature du Directeur Général de la MEBF portant sur les activités prévues par le PTBA 2015 (actualisation des plans d'affaire des CREER, mise en place des équipes régionales de la MEBF, réflexion sur le futur du dispositif, etc.). L'acquisition d'équipements destinés aux dotations des CREER, resté en sommeil en 2014, a dû être relancé début 2015 (mise en œuvre UGP). **En réponse à la demande de l'UGP soumise par courrier 2015/72 du 29 mai, la mission donne ici l'avis de non objection pour l'achat: (i) des soixante (60) motos destinées aux CREER pour un montant d'USD 114 033,46 et (ii) des trois (3) véhicules destinés à la MEBF pour un montant de YEN 9 484 793.**

54. Les contrats tripartites CREER/MEBF/PASPRU n'ont pris en compte les charges fixes des CREER que sur la période de juin à décembre 2015. **La mission recommande que ce poste puisse être pris en charge également pour les mois de janvier à mai 2015.**

55. L'étude sur les micro-pôles est en cours sous la maîtrise d'œuvre de la MEBF et le Comité de Suivi recommandé par la RMP est fonctionnel. La réception par la MEBF des fonds nécessaires à la poursuite de l'étude devrait intervenir dans les prochains jours (paiement direct ordonné par le FIDA le 1er juin 2015).

Sous-composante A.2 «Facilitation de l'accès à la formation aux métiers et à l'apprentissage»

56. Deux structures spécialisées en formation avaient été identifiées dans le rapport de pré-évaluation pour dispenser les formations. Il s'agit du FAFPA et du CEAS.

57. Le partenariat avec le FAFPA n'a pu être reconduit, cet organisme nécessitant pour définir son programme annuel d'action de disposer dès le début du quatrième trimestre de l'année précédente d'éléments quasi définitifs sur les activités et partenariats. **Des contacts devront être renouvelés dès septembre 2015 sur la base des recommandations de la RMP pour réactiver ce partenariat.**

58. Sur ce volet comme sur celui relatif à l'innovation technologique, la performance du CEAS reste excellente. Le CEAS a fait preuve d'une réactivité importante en réalisant les 25 formations et 15 démonstrations prévues sur le PTBA 2014 (contrat signé le 26 décembre) dans les tout premiers mois de 2015. Le contrat portant sur le PTBA 2015 a été signé le 5 mai 2015 et les activités déjà entreprises.

59. Conformément aux recommandations de la RMP, le partenariat avec l'ANPE n'a pas été renouvelé. L'équipe du programme a amorcé des concertations avec les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) en vue de réaliser avec elles des bilans sur l'offre et les besoins en matière de formation professionnelle à l'échelle régionale.

60. La reprise d'actions de formation professionnelle des équipementiers est programmée dans le PTBA 2015.

Sous-composante A3 «Facilitation de l'accès aux informations, technologies et innovations»

61. Les actions initiées avec l'IRSAT sur PTBA 2013 se sont poursuivies. L'ensemble des activités devrait être finalisé en 2015 (voir ci-dessus).

62. Le contrat signé avec le CEAS en décembre 2014 est en cours d'exécution (4 unités pilotes de transformation implantées, 15 démonstrations réalisées, recherche et développement entrepris sur l'amélioration de deux chaînes d'équipements de transformation).

63. Le voyage d'étude au Bénin recommandé par la RMP a été réalisé.

64. **Composante B «Mise en place du FODEMER».** L'opérationnalisation du FODEMER a été entreprise et une facilité de préfinancement similaire à celle mise en place dans le cadre du PROFIL

accordée avec le MARHASA. **La mission recommande cependant à l'UGP d'établir (et mettre en œuvre) une feuille de route précise et complète visant une tenue des premières sessions de CAP (Comité d'Approbation des Projets) en Octobre 2015.** Elle pourra continuer à compter pour cela sur l'appui de la DGPER.

65. **Composante C «Gestion du Programme».** Le renforcement récent de l'UGP (nomination Coordonnateur et prise de fonction du RAMER) devrait permettre de mieux répartir la charge de travail et aux deux cadres «anciens» de relancer certains dossiers mis en sommeil par manque de temps. Au-delà, le besoin de recrutement d'un Assistant au RSE et d'un Aide comptable a été exprimé par l'UGP au regard de la charge de travail existante. **La mission recommande que les TDR relatifs à l'Assistant suivi-évaluation soient finalisés et la procédure y relative soit engagée dans les meilleurs délais. L'Aide comptable stagiaire devra être évalué. Si cette évaluation est favorable, il pourra être engagé sans recours à une procédure concurrentielle.**

66. **L'UGP doit également poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la RMP ; en particulier, la possibilité offerte au programme pour rénover ses locaux reste valide.**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre en charge les coûts fixes janvier à mai 2015 dans la subvention aux CREER	UGP/MEBF	Immédiat
Réactiver le partenariat avec le FAFPA	UGP	Septembre 2015
Opérationnaliser le FODEMER	UGP	CAP en Octobre
Recruter un Assistant RSE	UGP	Immédiat
Engager/Recruter un Aide comptable	UGP	Immédiat
Poursuivre l'acquisition des 60 motos (CREER) et 3 véhicules (MEBF)	UGP	Immédiat
Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la RMP	UGP	Continu

F. Aspects fiduciaires

Gestion administrative et financière

67. **Gestion administrative du programme.** Le manuel des procédures administratives financières et comptables, élaboré en mars 2011 sous forme de projet, est resté en l'état. Le projet de manuel présente les insuffisances suivantes : (i) très sommaire au niveau de certaines procédures (missions), (ii) certaines procédures n'ont pas été traitées (tenue des ateliers, rencontres etc..) et enfin il n'est pas opérationnel (pour chaque procédure il doit exister une fiche de description des étapes avec les intervenants et les tâches assignées). **La mission recommande à l'UGP de faire une mise à jour du manuel pour le compléter et le rendre plus opérationnel et de mener à son terme le processus de validation du manuel.**

68. **Gestion du personnel.** Les contrats de travail expirés à fin décembre 2013 ont été renouvelés, La mission a constaté que le contrat du nouveau Coordonnateur est en cours de signature au niveau du Ministère de l'Agriculture. Le processus de recrutement pour le remplacement du Responsable de l'antenne de l'Est, et de celui de l'appui aux MER au sein de l'UGP ont abouti au recrutement du Responsable MER qui a pris fonction le 1er juin 2015, concernant le Chef d'antenne de l'Est le processus de signature du contrat est en cours.

69. **Le contrôle interne** n'est pas organisé de façon satisfaisante : (i) pour pallier au cumul des tâches incompatibles du fait des effectifs limités au niveau des antennes notamment, des vérifications plus importantes et fréquentes par les responsables habilités auraient dû être mises en place ; (ii) il y a une absence de suivi comptable des avances dans le cadre des activités du programme (ateliers, rencontres etc..) qui se traduit par le non reversement dans des délais raisonnables des reliquats, (iii) il manque les justifications d'avances de fonds par des dépenses antérieures.

70. **Comptabilité.** La comptabilité est à jour au 30/04/2015. Certaines insuffisances relevées lors de la RMP surtout concernant l'utilisation du logiciel TOMPRO n'ont pas été corrigées, du fait de la faible compétence du représentant de la société TOMATE au Burkina (suivi budgétaire, suivi des contrats, consolidation), à l'exception du module des immobilisations qui a été mis à jour.

71. **Décaissements.** Au 30/04/2015 le programme a décaissé 26,15% sur le prêt et le don, en prenant en compte les DRF 1 à 17 (y compris le dépôt initial de 668 110,38 DTS). Hors dépôt initial, le prêt/don est décaissé à hauteur de 19,96%.

72. **Compte spécial du Prêt/Don.** Les dépenses admissibles en DRF totalisent la somme de FCFA 183 207 750 représentant 37,39% de l'avance initiale. La mission a noté que les reliquats sur le financement des activités de formation, ateliers ou rencontres ne sont pas reversés en banque dans des délais raisonnables, souvent conservés entre un à 12 mois en dehors de tout enregistrement comptable dans les livres du PASPRU (annexe II). Cette situation contribue aux tensions de trésorerie. Le compte spécial a été consolidé au 30/04/2015 comme suit :

Dépôt initial compte spécial (29/07/11)	393 574 000	
Augmentation de l'avance initiale (19/05/14)	98 393 500	
Solde compte spécial Prêt/Don		12 621 554
Solde compte opération (UGP)		8 445 514
Solde compte opération (antenne Est)		1 048 862
Solde compte opération (antenne Ouest)		3 522 733
Solde en caisse (UGP)		69 242
Solde en caisse (antenne Ouest)		44 550
Solde en caisse (antenne Est)		43 650
DRF au FIDA mais pas encore créditées (DRF16 & 18)		282 207 750
DRF en préparation		183 963 645
Totaux	491 967 500	491 967 500

73. **Dépenses non éligibles.** La mission a passé en revue les DRF 13, 14, 15, 16 et 18 et a constaté qu'elles sont bien présentées et que les pièces justificatives sont disponibles. Cependant certaines dépenses ne sont pas suffisamment justifiées: absence de comptes rendus, absence de rapports pour les formations des MER et CREER, justificatifs acquittés à des dates antérieures aux avances de fonds (Annexe III). Les dépenses jugées non éligibles, **et qui devront être immédiatement remboursées**, sont résumées ci-après :

N° DRF	Dépenses non éligibles sur DRF (en FCFA)
13	963 500
14	137 500
Total	1 101 000

74. **DRF.** L'élaboration et la soumission des DRF se sont améliorées. Les montants soumis sont remboursés par le FIDA dans des délais raisonnables. Il y a lieu de noter que certaines dépenses sont soumises dans les DRF avec beaucoup de retard à cause de délais de justification trop longs.

N° DRF	Montant Fcfa	Taux/avance initiale	Date préparation	Date paiement FIDA
13	96 978 964	24,65%	10/05/14	44 j
14	140 834 864	28,63%	02/10/14	39 j
15	141 400 928	28,54%	26/11/14	20 j
16	140 496 475	28,56%	24/03/15	35 j
18	141 711 275	28,81%	22/04/15	Annoncé

75. **Fonds de contrepartie.** La contribution de l'état a été conforme à la capacité de décaissement du programme. A ce jour, le PASPRU a reçu un montant global de fonds de contrepartie de FCFA 171 098 500 et en a décaissé 137 090 225.

Année	Montant prévu dans les PTBA	Montant effectivement alloué par l'Etat (loi de finance)	Montant reçu par le Programme (sur la base du progrès dans la mise en œuvre du PTBA)	Montant décaissé par le Programme
2010	0	8 825 000	8 825 000	1 653 500
2011	67 887 000	41 412 000	41 412 000	19 898 500
2012	72 038 000	72 038 000	64 649 000	64 649 000
2013	38 873 000	38 873 000	16 900 000	20 250 700*
2014	38 925 000	38 925 000	5 000 000	26 340 185*
2015	75 625 000	75 625 000	34 312 500	4 298 340
Total	293 348 000	275 698 000	171 098 500	137 090 225

*les différences entre les montants reçus annuellement et les montants dépensés sont dues au report aux années suivantes des montants reçus et non décaissés pendant les années précédentes

76. **Respect de l'Accord de financement.** Selon l'Accord de financement du PASPRU, le **siège du programme** est établi à Ouahigouya. Suite aux recommandations de la mission de supervision du FIDA en 2013, et en accord avec le Gouvernement et le FIDA, le siège a été transféré à Ouagadougou. L'Accord de financement n'a pas été modifié en conséquence.

77. **Plan de Passation de Marché (PPM).** Le PPM a été approuvé par le FIDA le 29 avril 2015. La mission a constaté que le suivi de l'exécution du PPM n'est pas assuré au fur et à mesure. En effet la ligne relative aux informations effectives de chaque marché n'est pas actualisée. La mission a constaté que peu de marchés ont été passés au cours de la période sous revue, et n'a pas relevé d'anomalie sur les marchés examinés.

78. **Audit des comptes 2014.** L'audit 2014 sur les comptes 2013 a été réalisé par le cabinet WorldAudit et soumis au FIDA dans les délais convenus avec une opinion sous les réserves suivantes : « (i) un écart non justifié de FCFA 604 015 entre le compte FIDA DRF à établir et le montant des dépenses non présentée dans des DRF ; (ii) un écart de FCFA 6 889 980 non justifié entre le montant payé sur le compte spécial non encore demandé de l'état de réconciliation du compte spécial et le compte FIDA DRF à établir ; (iii) aucune assurance que le stock de carburant de FCFA 2 685 500 a été utilisé aux fins du programme ; (iv) des dépenses non justifiées de FCFA 5 737 912 dans les DRF 007 et 008. ». **La mission recommande pour les audits à venir, que le programme justifie de façon claire les écarts constatés par l'auditeur avant la transmission du rapport définitif d'audit.**

79. L'auditeur, dans le rapport sur le contrôle interne, a conclu sur la nécessité pour le programme de: (i) respecter les procédures administratives et financières en vigueur en matière d'avances sur salaires ; (ii) de mettre en place un système de gestion uniforme et transparent du carburant ; (iii) de respecter les lignes budgétaires; (iv) de mettre à jour le manuel de procédures administratives, financières et comptables et (v) de respecter les procédures d'achat et de passation de marché.

80. **Audit des comptes 2015.** L'audit 2015 sur les comptes 2014 n'a pas encore été réalisé. Le FIDA rappelle au programme que la date butoir pour la transmission de l'audit est le 30 juin 2015. Cette date n'est pas prorogeable.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre à jour et valider le manuel de procédures	UGP	Immédiat
Justifier les écarts constatés avant la finalisation de l'audit	UGP	Immédiat
Prendre attache avec la société TOMATE en vue d'une solution définitive du paramétrage de TOMPRO	UGP	Immédiat
Reversement des reliquats sur financement des activités dans un délai d'une semaine	UGP	Continu
Remboursement des dépenses non éligibles de FCFA 1 101 000	UGP	Immédiat
Réaliser l'audit 2015 (comptes 2014)	UGP	Immédiat

G. Durabilité

81. Les bénéficiaires finaux du PASPRU sont des micro-entreprises et donc des institutions durables qu'il s'agisse des transformateurs (trices), des artisans équipementiers ou des OP. Les appuis du PASPRU sont de nature à renforcer la durabilité de ces agents économiques. La forte croissance de la demande urbaine nationale crée des opportunités de marché pour un éventail diversifié de produits des MER. L'amélioration de la qualité des produits, leur emballage permettent à un nombre croissant de MER d'accéder à ces marchés.

82. Les CREER sont eux-mêmes des micro-entreprises de service. Le PASPRU appuie leur formation initiale et installation, le développement de leurs marchés et leur capacité à répondre, avec une qualité de service vérifiable, aux demandes de leurs clients (MER et OP). Le premier bilan de l'activité des 29 CREER installés avec l'appui du PASPRU permet de vérifier qu'ils développent rapidement un portefeuille de clientèle suffisant pour garantir leur viabilité économique.

83. La MEBF, le CEAS ou l'IRSAT sont chacun avec ses spécificités des acteurs durables au sein desquels les compétences et savoirs acquis avec l'appui du PASPRU sont fixés. L'appropriation par les Ministères de tutelle du secteur rural des logiques promues par le PASPRU (micro-entreprises, micro-pôles/bassins d'activité et d'emploi, formations duales qualifiantes, etc.) reste cependant à consolider, notamment par la prise en compte des acquis existant dans d'autres secteurs.

H. Conclusion

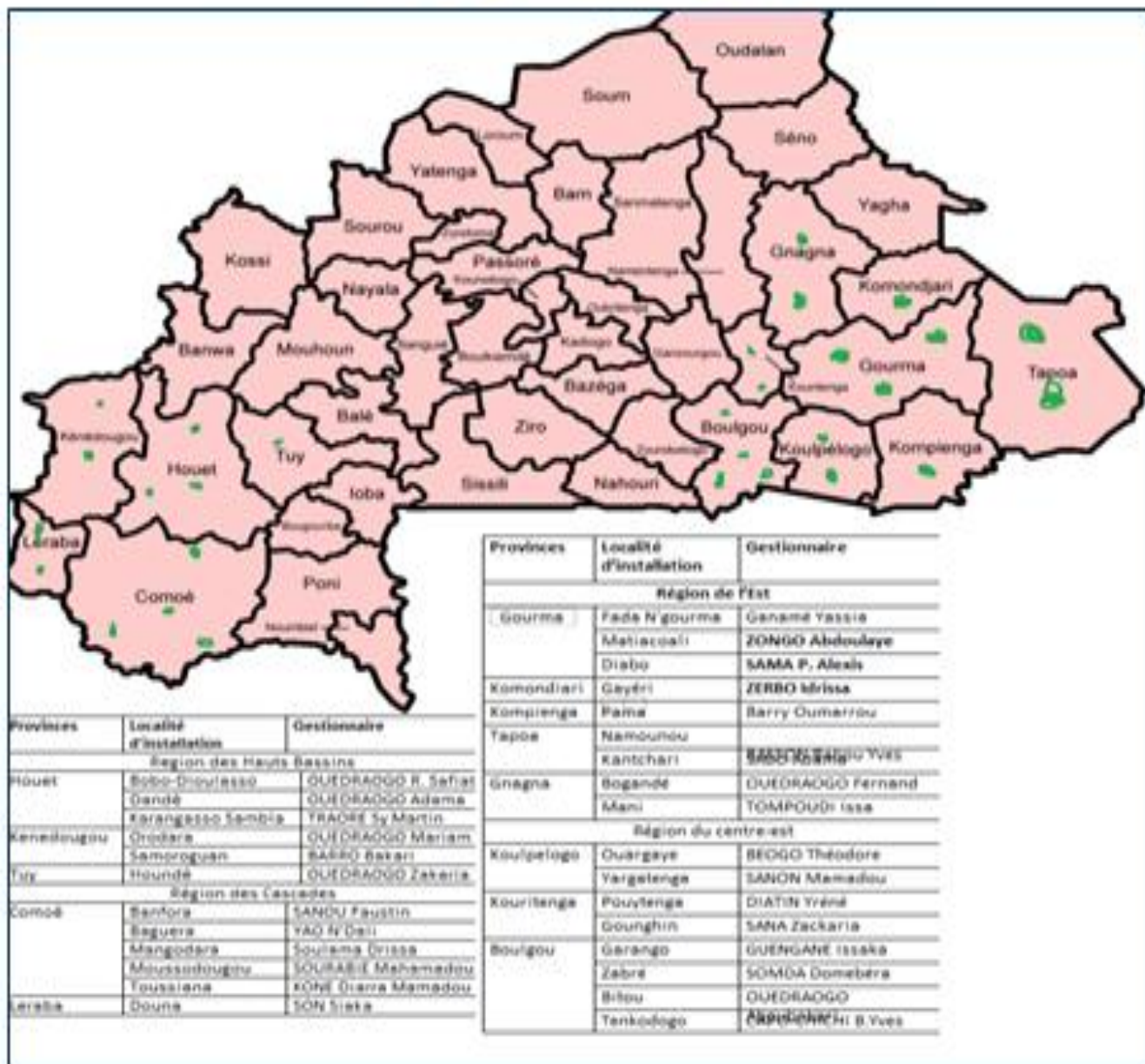
84. Les orientations dégagées avec les partenaires et l'équipe technique du PASPRU (UGP et antennes) lors de la RMP ont été appropriées de façon satisfaisante par les acteurs du programme (équipe et partenaires). Les activités ont été recentrées sur un ensemble pertinent et cohérent du point de vue stratégique qui génère des impacts très positifs et durables. La situation serait très satisfaisante si le PASPRU était un programme en seconde ou troisième année de mise en œuvre.

85. Le rythme d'exécution devrait continuer à monter en puissance en 2015, et surtout 2016 à la fois par: (i) la poursuite des types d'actions déjà engagées, (ii) la reprise d'actions dans le domaine de la formation professionnelle des artisans (iii) l'opérationnalisation du FODEMER et (iv) l'intervention selon la logique innovante de micro-pôles.

86. A sa date d'achèvement, le PASPRU pourra avoir rattrapé une part significative des retards accumulés à ce jour, même s'il ne pourra pas atteindre la totalité de ses objectifs quantitatifs initiaux. Il aura en outre créé des leviers de développement, durables et très efficaces (les CREER notamment) et permis des avancées méthodologiques très importantes en termes de développement local équilibré et d'insertion des groupes les plus vulnérables dans le tissu économique (notamment appropriation par le secteur rural de méthodes et instruments développés pour le milieu urbain).

Figure 1 : Positionnement Géographique des 29 CREER déjà installés

OU SOMMES NOUS?



Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Burkina Faso	No. du projet	1425 [1100001425]	No. du prêt/don DSF	1000003365, 1000003367
Projet	Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu rural			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	16/06/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4		
Dernière Supervision	06/06/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	29/06/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	30/04/2009			Coût total	25.21	
Accord	23/09/2009	Délai d'entrée en vigueur	19.6	FIDA Total	16.15	
Entrée en vigueur	08/12/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.07	28
Premier décaissement	29/07/2011			Don DSF	8.07	28
Examen à mi-parcours	13/06/2014	Dernier amendement	12/12/2011	Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2016	Dernier audit	30/06/2014	field_asap_grant		
Achèvement	31/12/2016			Financement national total	3.96	
Clôture	30/06/2017			Beneficiaries	0.10	0
Nbre de prolongations	30/06/2017			National Govern	3.87	10
	0			Cofinancement total externes	5.10	
				West African De	5.10	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	3	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	3	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation	3	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

des marchés					
6. Qualité et ponctualité des audits	5		6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Accès des MER aux services non-financiers	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	4
2. Amélioration de l'environnement des MER	3	3	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Gestion Financière : Avec le départ du coordonnateur, le RAF a pu reprendre en main la gestion financière du projet et préparer des DRF bien montées ; Fonds de contrepartie : La contribution de l'état a été conforme à la capacité de décaissement du programme. A ce jour, le PASPRU a reçu un montant global de fonds de contrepartie de FCFA 171 098 500 et en a décaissé 137 090 225 ; Conformité à l'accord de financement: le PASPRU est conforme à l'accord de financement sauf que, suite aux recommandations de la mission de supervision du FIDA en 2013, et en accord avec le Gouvernement et le FIDA, le siège a été transféré à Ouagadougou et l'accord devra être modifié en conséquence; Passation des marchés : Avec le départ du coordonnateur, le RAF et les autres membres de l'UGP ont pu reprendre en main la passation des marchés et la réaliser correctement ; Gestion du projet : Sous l'impulsion de l'équipe technique et des nouveaux Coordonnateurs (intérimaire puis actuel), la communication entre l'UGP, sa tutelle nationale, les partenaires et le FIDA s'est considérablement améliorée tant en volume qu'en qualité; Prestataires de service : Les deux principaux partenaires clé (MEBF et CEAS) ont fait preuve de réactivité et de capacité d'adaptation face aux contraintes qui persistaient (mobilisation de personnel supplémentaire notamment). En particulier le CEAS a réussi à organiser et mener à bien un volume important d'actions.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Suite au remplacement du Coordonnateur, le rythme d'exécution et le volume de décaissement lié aux activités s'est accru et devrait continuer à monter en puissance en 2015 à la fois par (i) la poursuite et l'accroissement d'échelle des types d'actions déjà engagées, (ii) la reprise d'actions dans le domaine de la formation professionnelle des artisans (iii) l'opérationnalisation du FODEMER et (iv) l'intervention selon la logique innovante de micro-pôles. Les orientations dégagées avec les partenaires et l'équipe technique du PASPRU (UGP et antennes) lors de la revue à mi-parcours ont été appropriées de façon satisfaisante par les acteurs du programme (équipe et partenaires). Les activités ont été recentrées sur un ensemble pertinent et cohérent du point de vue stratégique qui génère des impacts très positifs et durables. La situation serait très satisfaisante si le PASPRU était un programme en seconde ou troisième année de mise en œuvre.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

A sa date d'achèvement le PASPRU aura créé des leviers de développement, durables et très efficaces (les CREER notamment) et permis des avancées méthodologiques très importantes en termes de développement local équilibré et d'insertion des groupes les plus vulnérables dans le tissu économique. L'impact sur les bénéficiaires des actions (formations, démonstrations, unités « pilotes », etc.) réalisées est très positif que ce soit en termes d'amélioration de la qualité des produits, de l'accroissement des volumes de production (+ 50 % suite formations 2013) ou de l'accès à de nouveaux marchés. Le modèle des CREER est viable, durable et extrêmement pertinent et peut être perfectionné d'ici la fin du programme. Depuis leur installation, les CREER ont (i) réalisé des sessions de formations techniques et en gestion au bénéfice de 5 732 MER, (ii) appuyé le montage de 519 dossiers destinés à être financés dans le cadre du FODEMER, (iii) assuré le suivi rapproché des 8 unités pilotes de transformation mises en place par le PASPRU (4 en 2013 et 4 en 2014), (iv) évalué un échantillon de MER, (v) facilité l'intervention des autres partenaires du PASPRU, (vi) réalisé 409 interventions d'appui conseil (organisationnel, commercial ou financier) aux MER, (vii) appuyé 410 MER à la mise en place de leur comptabilité, (ix) réalisé 866 diagnostics organisationnels. 4 CREER et 8 MER ont organisé et ou participé au voyage d'études au Bénin sur les technologies de transformation du manioc recommandé par la revue à mi-parcours. Au-delà, les CREER, ont en 2014 vendu leurs services à plusieurs d'autres partenaires que le PASPRU. L'opérationnalisation du FODEMER au cours du quatrième trimestre 2015

devrait permettre le financement d'ensembles d'actions cohérentes animées par les CREER dans le cadre des micro-pôles (bassins locaux de production et d'emploi).

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le manuel de procédures n'est pas suffisamment précis pour permettre un contrôle interne optimal (mise à jour recommandée)
Avancement de l'exécution du projet	Mobilisation de la tutelle nécessaire à l'opérationnalisation du FODEMER. (Mécanisme de préfinancement (type PROFIL) déjà accordé, feuille de route établie))
Produits et réalisations	Quantitatif de réalisations reste encore moyennement satisfaisant. Diligence nécessaire au niveau de l'UGP pour accroître le volume de réalisations en 2015 et 2016. Très bonne « réactivité » du CEAS et de la MEBF.
Durabilité	Les MER sont durables et les formations réalisées renforcent leur durabilité. Les CREER constituent un instrument durable.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Etude sur les Micro-Pôles	Poursuivre la mise en œuvre de l'étude sous la responsabilité de la MEBF afin d'aboutir à un document réellement pertinent et opérationnel utilisable par les acteurs du développement des micro-pôles et notamment les CREER.	immédiat	en cours
FODEMER	Suivi de la feuille de route avec l'appui de la DGPER.	immédiat	en cours
Audit	Réaliser l'audit 2014 dans les délais	30 juin 2015	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale à travers le développement du secteur privé local. 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du niveau de vie des populations cibles dans les zones d'intervention du programme L'indice de pauvreté en 2012 est de 60% dans la Boucle du Mouhoun, 55 % au Centre Est, 39% dans les Cascades, 34% dans les Hauts Bassins ; 40% dans l'Est ; 68 % dans le Nord et ; 34% dans le Centre-Nord. ; Malnutrition chronique (taille/âge) = 40 % ; Malnutrition aigüe (poids/taille) = 18 % ; Insuffisance pondérale (poids/âge) = 32% ; Accès à des ressources en eau améliorées = 67% ; Niveau d'exposition à une saison de disette = 83% 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête socioéconomique de base Situation de référence SYGRI 	<ul style="list-style-type: none"> Risque de faible impact à cause du retard de déroulement des appuis prévus dans le PASPRU et couverture tardive du dispositif et des antennes
Objectif de développement du programme:			
Objectifs spécifique 1 Amélioration de l'accès durable des groupes cibles aux services de développement aux entreprises (SDE) ruraux ainsi qu'à des formations professionnelles et à la technologie et à l'innovation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'opérateurs offrant des SDE, formations et appui-conseil pour les MER et les accompagnants pour l'accès aux institutions et prestataires spécialisées dans les formations professionnelles et technologies sont installés en permanence dans la ZIP <ul style="list-style-type: none"> La MEBF mobilisée comme partenaire 29/60 CREER mis en place dans les antennes opérationnelles Nombre de MER rentables avec accès durable aux SDE (par genre) <ul style="list-style-type: none"> 5 238 sur 12 000 MER de prévues dont 3 584 femmes ont bénéficié de l'appui du programme. Sur la base des enquêtes conduites, elles sont toutes rentables Augmentation de * % du bénéfice réalisé par ces MER (et non chiffre d'affaires) en moyenne par an <ul style="list-style-type: none"> Le bénéfice n'a pu être approché mais le chiffre d'affaire a fait un bond de 52% de 2013 à 2014. Nombre d'emplois directs et indirects créés par les MER (par genre) <ul style="list-style-type: none"> Emplois direct : 5 383 dont 3729 femmes et 1654 hommes Emplois indirect 297 dont 170 hommes et 127 femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport du S-E du programme Revue à mi-parcours Rapport d'enquêtes 	

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'innovations techniques et commerciales mises en œuvre <ul style="list-style-type: none"> 17 Innovations techniques : (i) au niveau du process de transformation (riz, manioc, miel, céréales, soubala, savon, lait, karité, fonio) (ii) au niveau des équipements (broyeur de manioc, torréfacteur, presses à manioc, barateuse, centrifugeuse et filtre à miel, presse et filtre à jus), 3 Innovations commerciales (participation à des manifestations commerciales, organisations de manifestations commerciales, mise en place de groupe de commercialisation) Degré de participation des femmes et des jeunes en moyenne 30% <ul style="list-style-type: none"> Le taux de participation des femmes est de 77% Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés <ul style="list-style-type: none"> 121 membres formés dont 97 femmes 		
Réalisations/Produits	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> 	
Composante A: « accès des micro entreprises rurales aux services non financiers »		<ul style="list-style-type: none"> 	
Sous composante A1 : Facilitation de l'accès des MER aux Services de Développement aux Entreprises (SDE)		<ul style="list-style-type: none"> 	
Résultat attendu : Les MER des zones d'interventions du programme ont un accès à un dispositif d'appui-conseil et d'accompagnement pérenne incluant des centres de ressource en entrepreneuriat	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'une base de données opérationnelle sur les MER ciblées et appuis reçus par le programme <ul style="list-style-type: none"> La base de données existe, une reconfiguration est en cours de négociation avec le consultant pour la prise en compte des appuis reçus du programme et de la dimension suivi Evaluation Nombre de demandes émanant des groupes cibles par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) ; Le retard dans la mise en place du dispositif des CREER n'a pas permis la remontée de demandes spécifiques. Toutes fois les campagnes ont permis de repérer : <ul style="list-style-type: none"> PIE =1124 AGR=3481 MER=3736 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport périodique du programme Contrats d'objectifs et rapports du partenaire de mise en œuvre (MEBF) Base de données des MER actualisée périodiquement Rapports trimestriels des antennes Rapport des ateliers d'évaluation participative Enquêtes annuelles échantillon de MER 	<ul style="list-style-type: none"> Le retard dans l'acquisition des équipements des CREER ainsi que le paiement des subventions dégressives risquent de démobiliser le dispositif Le recrutement et déploiement de la tranche des 30 derniers CREER doit tenir compte des conclusions de l'étude sur les micro-pôles économiques ; La recherche d'autres sources de revenus par les CREER risque de réduire les ressources et temps que les CREER dédient au MER

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PEI=190 ▪ Grpt/Ass =2015 ▪ Nombre de MER encadrées >12 000 <ul style="list-style-type: none"> ▪ 5238 MER ont bénéficié de l'appui du programme ▪ Nombre de CRÉER recrutés, formés, déployés dans la ZIP, opérationnalisés <ul style="list-style-type: none"> ▪ 30 CREER sur 60 recrutés, formés et déployés dans la ZIP ▪ Nombre de contrats de services / conseils signés entre les MER et les CREER > 7000 (par genre) dont 30% de contrats d'appuis « permanents » <ul style="list-style-type: none"> ▪ 713 contrats de services passés entre les MER et les CREER ▪ Nombre de contrats de prestations de services ponctuels MER / CREER (une même MER pouvant bénéficier de plusieurs prestations ponctuelles sur la durée du programme)/ an / CREER en moyenne ; <ul style="list-style-type: none"> ▪ 713 contrats de services ponctuels ▪ Nombre de contrats de prestations de services « permanents » (ensemble de prestations délivrées sur une durée minimale de 1 an / an / CREER en moyenne <ul style="list-style-type: none"> ▪ 0 contrats de services permanents ▪ Nombre de prestations de services fournies par grandes catégories : relevant de l'accès au marché, de l'accès au financement, du renforcement de capacité de gestion / comptabilité, etc.) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accès au marché=03 ▪ Accès au financement=0 ▪ Renforcement de capacité de gestion / comptabilité=704 MER 		<ul style="list-style-type: none"> - Les MER s'intéressent aux services proposés par le CREER - Les services des CREER répondent aux attentes des MER - Les coûts des prestations des CREER peuvent limiter leur accessibilité après le PASPRU
<p>Sous composante A2 : Facilitation de l'accès à la formation aux métiers et à l'apprentissage</p> <p>Résultat attendu : Les MER ont accès à la formation aux métiers et apprentissage</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence d'une base de données opérationnelle sur les prestataires de formation professionnelle et aux métiers <ul style="list-style-type: none"> ▪ La base n'est pas encore réalisée ▪ Nombre de MER par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) formés en entrepreneuriat / gestion > 12000 <ul style="list-style-type: none"> ▪ 704 MER ont été formées sur la thématique ▪ Nombre de MER par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) ayant bénéficié d'une formation technique et professionnelle > 9000 <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 916 MER dont 2 300 femmes ont bénéficié de formation technique et professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Base de données actualisée périodiquement (annuellement ou semestriellement) ▪ Rapport périodique du programme ▪ Contrats d'objectifs et rapports des partenaires de mise en œuvre (FAFPA, CEAS, etc...) ▪ Rapport des ateliers d'évaluation participative ▪ Plans d'accompagnement des MER ▪ Rapport de Suivi des MER bénéficiant des Appuis 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les institutions de formation professionnelle ont les compétences, capacités et ressources financières pour adapter leur offre de services aux besoins des MER ; ▪ La forte sollicitation du FAFPA par d'autres partenaire limite son intervention au compte du PASPRU ; ▪ Les CREER sont capables de mettre en œuvre les sessions de formation en entrepreneuriat et

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de MER recevant une formation en alphabétisation fonctionnelle > <ul style="list-style-type: none"> 0 MER Nombre de MER par catégorie (femmes, hommes, jeunes) et typologie (PIE, AGR, MER, PEI, Grpts) ayant pris part à des voyages d'échanges > 500 <ul style="list-style-type: none"> 08 MER ont pris part à un voyage d'études aux Bénin sur les procédés et équipement de transformation du manioc Nombre d'apprenti(e)s ou d'employé(e)s des MER ayant bénéficié de formation professionnelle duale > 1000 <ul style="list-style-type: none"> 242 ont bénéficié de formation professionnelle duale Nombre de formateurs endogènes selon le genre ayant bénéficié de renforcement pédagogique > 300 <ul style="list-style-type: none"> 0 formateur endogène formé, leur identification est inscrite au titre des activités du PTBA 2015 		<ul style="list-style-type: none"> gestion simplifiée ; Les CREER sont capables d'établir des bons plans d'accompagnement des MER et d'assurer un suivi objectif. Volonté des Partenaires du PASPRU d'entrer dans des partenariats avec les CREER Harmonisation de l'initiative d'alphabétisation avec dispositif national en la matière et bonnes pratiques
<p>Sous composante A3 : Facilitation de l'accès aux informations, technologies et innovations</p> <p>Résultat attendu : Les MER ont accès aux informations, technologies et innovations</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de MER ayant accès à l'information technique et technologique de proximité <ul style="list-style-type: none"> 1038 MER dont 873 femmes ont eu accès à l'information technique et technologique de proximité à travers les séances de démonstrations Existence d'une base de données opérationnelle au plan national et dans la zone du PASPRU sur les technologies et équipements appropriées utiles aux MER <ul style="list-style-type: none"> Base de données réalisée dans le cadre du partenariat avec l'IRSAT Nombre de plaquettes, catalogue sur les technologies conçues, traduites et diffusées <ul style="list-style-type: none"> 400 plaquettes a été élaborée et traduite en 1600 exemplaires dans les langues nationales mooré, fuludé dioula et Gourmatchéma. Par ailleurs 100 catalogues sur les innovations et les technologies réalisées par l'IRSAT ont été acquis et diffusées aux MER Nombre de séance de démonstrations réalisées et d'unités artisanales installées et opérationnelles <ul style="list-style-type: none"> 42 séances réalisées sur 170 prévus 8 unités artisanales installées sur une prévision de 67 Nombre de protocole de travail/partenariats entre les 	<ul style="list-style-type: none"> Base de données actualisée deux fois par an Rapport périodique du programme Contrats d'objectifs et rapports des partenaires de mise en œuvre (IRSAT, CEAS, DGPER, etc...) Rapport des ateliers d'évaluation participative Rapport d'exécution des protocoles/conventions de partenariat entre les institutions de recherche et les organisations d'artisans équipementiers Contrats et rapports de recherche développement 	<ul style="list-style-type: none"> Les institutions de technologie ont les compétences et capacités (et ressources financières) pour adapter leur offre de services aux besoins des MER Volonté des Partenaires du PASPRU d'entrer dans des partenariats avec les CREER et avec les équipementiers ; La non inscription des activités du PASPRU dans des programmes bien structurée des institutions de recherche risque d'entraîner des effets de dispersion

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
	<p>équipementiers et les structures de recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 protocoles de travail/partenariat ont été conclus entre l'IRSAT, le CEAS et les équipementiers ▪ Nombre partenariats entre les CREER et les institutions spécialisées dans les technologies et innovations (ex. IRSAT, CEAS, Equipementiers) et nombre de CREER habilités à fournir l'information et les appuis-conseils technique et technologiques <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PASPRU a favorisé le partenariat avec le CEAS et l'IRSAT, celui avec les équipementiers reste à formaliser ; ▪ 29 CREER ont été habilités à fournir l'information et les appuis-conseils technique et technologiques ▪ Nombre de MER (selon les catégories) capable d'identifier leurs contraintes et les solutions possibles du point de vue innovation et technologies <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les participants aux séances de démonstration au nombre 1038 sont capable d'identifier leurs contraintes et les solutions possibles du point de vue innovation et technologies ▪ Nombre de MER par catégorie qui estiment trouver l'information dont ils ont besoin (idem des femmes et des jeunes) >50% <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le système d'information n'est pas encore opérationnel 		
<p>Composante B: "amélioration de l'environnement des MER ":</p> <p>Résultats attendu : Des appuis institutionnels sont apportés aux MER</p>	▪	▪	▪
<p>Sous composante B1: Fonds de Développement de la micro entreprise rurale (FODEMER)</p> <p>Résultats attendus : L'offre de financements des MER est renforcée</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Fonds de développement de la Micro-Entreprise Rurale » est opérationnel <ul style="list-style-type: none"> ▪ Seul le manuel des procédures du fonds est validé ▪ Nombre d'innovations technologiques, commerciales et organisationnelles introduites auprès des MER et financés par le Fonds <ul style="list-style-type: none"> ▪ 0 innovations technologiques, commerciales et organisationnelles introduites auprès des MER et financés par le Fonds ▪ Nombre de micro projet financés <ul style="list-style-type: none"> ▪ 0 micro projet financés 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport périodique du programme ▪ Rapport du S-E du programme ▪ Rapport du Comité d'attribution des Subventions et taux d'autofinancement par les MER ▪ Suivi des MER 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le fonds offre une alternative au système financier classique ▪ Les subventions offertes sont adaptées aux moyens des Mer et permettent leur émergence ▪ Durabilité du système ▪ La trésorerie du PASPRU risque d'affecter la mise en œuvre du FODEMER

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<p>Sous composante B2 : « renforcement des organisations de MER »</p> <p>Résultats attendus : Les MER organisations des MER sont structurées, légitimes et capables de promouvoir les filières et défendre leurs intérêts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Dispositif de structuration mis en place par les autorités compétentes (DOPAIR) <ul style="list-style-type: none"> Un dispositif est mis en place avec la DOPAIR comme chef de file CREER habilités pour diagnostic/ structuration groupements de MER : <ul style="list-style-type: none"> 29 CREER habilités Nombre d'organisation de MER dans les filières d'intervention créées et/ou renforcées <ul style="list-style-type: none"> 80 organisations de MER dans les filières d'intervention créées et/ou renforcées Nombre d'organisations professionnelles et faïtières de filières créées et/ou renforcées au niveau régional, national <ul style="list-style-type: none"> 0 OPF créées et/ou renforcées au niveau régional, national Nombre plaidoyers et/ou de lobbying réalisés <ul style="list-style-type: none"> 0 plaidoyers et/ou de lobbying réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> Récépissés de reconnaissance officielle Rapports annuels du PASPRU Composition des bureaux des organisations Comptes rendus des réunions des organisations et assemblées générales Rapports annuels des organisations 	<ul style="list-style-type: none"> Volonté des organisations des filières de collaborer avec le programme Adhésion des MER Existence de masses de MER par produit peu dispersées géographiquement pour entretenir une dynamique organisationnelle
<p>Composante C: Pilotage et gestion du programme</p> <p>Résultats attendu : Le programme est géré efficacement et selon les dispositions de l'accord de financement et les directives des bailleurs</p>			
<p>Sous-composante C.1 : coordination et gestion de l'UGP</p> <p>Résultat attendu : La mise en œuvre des activités de l'UGP est efficace et respecte le timing.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Bureaux réhabilités et équipés (mobilier, matériel informatique et de bureau) <ul style="list-style-type: none"> Bureaux non réhabilités mobilier, matériel informatique et de bureau acquis Matériel roulant acquis et opérationnel <ul style="list-style-type: none"> 3 véhicules acquis et opérationnels Contrats du personnel établis et salaires sont assurés <ul style="list-style-type: none"> Tout le personnel prévu est mis en place en dehors de la vacance du poste de RAMER depuis le 1er janvier 2014 Personnel forme et participant à des voyages d'étude <ul style="list-style-type: none"> Personnel régulièrement formés et participation de quatre 2 cadres à un voyage d'études au Bénin Fonctionnement assuré <ul style="list-style-type: none"> Le fonctionnement est assuré Partenariats gérés <ul style="list-style-type: none"> Le partenariat est relativement bien géré 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'activités et financiers périodiques du programme Rapports de S-E du programme Rapports de supervision Rapports du Contrôleur Interne Revue à mi-parcours Rapport d'achèvement Rapport d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien de la dynamique de travail d'équipe et complémentarité des postes/complémentarité UGP-Antennes Renforcement continu des Compétences et motivation suffisantes du personnel retenu Bonne communication avec le bailleur et maîtrise des procédures du bailleur Bonne coopération avec les différents partenaires, les ministères

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Sous-composante C2: Coordination et gestion des antennes Résultat attendu : La mise en œuvre des activités des antennes est efficace et respecte le timing en concordance avec l'UGP.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bureaux obtenus par les autorités régionales réhabilités et équipés (mobilier, matériel informatique et de bureau) <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bureaux mis à disposition par l'Etat ; ▪ Bureaux non réhabilités ▪ Mobilier, matériel informatique et de bureau acquis ▪ Matériel roulant acquis et opérationnel <ul style="list-style-type: none"> ▪ deux véhicules tout terrain acquis et tous opérationnels ▪ Contrats du personnel établis et salaires sont assurés ▪ Tout le personnel prévus est mis en place en dehors de la vacance du poste chef d'antenne de l'Est depuis le 1er janvier 2014 ▪ Personnel forme et participant à des voyages d'étude <ul style="list-style-type: none"> ▪ Personnel régulièrement formés et participation de quatre 2 cadres à un voyage d'études au Bénin ▪ Fonctionnement assuré <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le fonctionnement est assuré ▪ Partenariats gérés <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le partenariat est relativement bien géré 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités et financiers périodiques du programme - Rapports de supervision - Audits annuels - Rapports du Contrôleur Interne - Revue à mi-parcours - Rapport d'achèvement - Rapport d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien de la dynamique de travail d'équipe et complémentarité des postes/complémentarité UGP-Antennes - Renforcement continu des Compétences et motivation suffisantes du personnel - Bonne communication avec l'UGP - Dispositif des CREER insuffisamment opérationnel pour apporter un appui conséquent aux antennes - Bonne coopération avec les différents partenaires et autorités régionales
Sous-composante C.3 : Pilotage du programme Résultat attendu : La gestion financière et le suivi du programme sont assurés	<ul style="list-style-type: none"> - Système de suivi évaluation mis en place et opérationnel <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le système de suivi évaluation mis en place et opérationnel ; il reste à être informatisé - PTBA est élaboré selon les directives du FIDA et dans les temps demandés <ul style="list-style-type: none"> ▪ 4 PTBA élaborés selon les directives du FIDA ; - Suivi effectué par les Ministères de tutelle <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 missions effectuées par les ministères de tutelle - Sessions du Comité de Pilotage <ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 sessions du Comité de Pilotage - Missions de supervision conjointe Gouvernement-FIDA <ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 missions de supervision et 1 de revue à mi-parcours 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports financiers périodiques du programme - Manuels, logiciel et outils de S-E - Rapports de S-E du programme - PTBA et rapports de mise en œuvre - Rapports de supervision - Audits annuels - Rapports du CP - Revue à mi-parcours - Rapport d'achèvement - Rapport d'évaluation finale 	<ul style="list-style-type: none"> - Efficacité du Contrôle Interne - Dualité procédures FIDA/procédures Burkina Faso

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Prendre en charge les coûts fixes janvier à mai 2015 dans la subvention aux CREER	Immédiat	UGP/MEBF	
	Réactiver le partenariat avec le FAFPA	Septembre 2015	UGP	
	Opérationnaliser le FODEMER	CAP en octobre	UGP	
	Recruter un assistant RSE	Immédiat	UGP	
	Engager/Recruter un aide comptable	Immédiat	UGP	
	Poursuivre l'acquisition des 60 motos (CREER) et 3 véhicules (MEBF)	Immédiat	UGP	
	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations de la RMP	Continu	UGP	
Produits	Poursuivre le coaching des CREER	Tout 2015	MEBF	
	Former 30 nouveaux CREER	Avant fin 2015	MEBF	
	Analyser l'opportunité de former 30 CREER supplémentaires en 2016	Avant fin 2015	MEBF/UGP	
	Formaliser la mise en réseau des CREER	Octobre 2015	CREER	
	Améliorer la reconnaissance des CREER par institutions	Fin 2015	CREER, UGP, DGPER, CRA, etc.	
	Réorienter l'étude sur les micro-pôles	Immédiat	MEBF	
	Continuer à identifier, suivre et analyser les dynamiques et innovations organisationnelles autour des unités pilotes	Continu	UGP CREER	
	Réaliser un voyage d'études « attiéké » en Côte d'Ivoire	Fin 2015	CREER/Artisans/UGP etc.	
	Confier au CEAS la mise en place de cinq unités pilotes	Mise en place au cours de 2015	UGP/CEAS	
	Réorienter les autres unités potentielles vers le FODEMER	Octobre 2015	UGP CREER	
	Etendre l'activité intrants spécialisés à l'acier inox	Immédiat	UGP/CEAS	
	Amender le manuel du FODEMER pour permettre le financement d'unités de transformation (15 à 20 millions de FCFA maximum) dans le cadre de micro-pôles	Immédiat	UGP appuyé par CPO a.i.	
Aspects fiduciaires	Mettre à jour et valider le manuel de procédures	Immédiat	UGP	
	Justifier les écarts constatés avant la finalisation de l'audit	Immédiat	UGP	
	Prendre attache avec la société TOMATE en vue d'une solution définitive du paramétrage de TOMPRO	Immédiat	UGP	
	Reversement des reliquats sur financement des activités dans un délai d'une semaine	Continu	UGP	
	Remboursement des dépenses non éligibles de FCFA 1.101.000	Immédiat	UGP	
	Réaliser l'audit 2015 (comptes 2014)	Immédiat	UGP	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Composante A: Amélioration de l'accès durable des micro-entreprises rurales aux services non-financiers					4,53			19,34
Sous Composante A1: Facilitation de l'accès des MER à des services de développement des entreprises					13,10			29,69
Activité A.1.1.1: Equipes MEBF					14,29			24,60
A.1.1.1.1. Equipe nationale	Nombre	RAMER	1	1	100,00	4,00	6,00	66,67
A.1.1.1.2.Equipements équipe nationale	Lots	RAMER	-	0	0,00	1,00	1,00	100,00
A.1.1.1.3.Equipes régionales	Nombre	RAMER	2	0	0,00	2,00	36,00	5,56
A.1.1.1.4.Equipements équipes régionales	Lots	RAMER	2	0	0,00	0,00	6,00	0,00
A.1.1.1.5.Renforcement des capacités des équipes MEBF	Session	RAMER	2	0	0,00	2,00	36,00	5,56
A.1.1.1.6.Matériel roulants équipes MEBF	Lot	RAMER	3	0	0,00	0,00	7,00	0,00
A.1.1.1.7.Fonctionnement équipes MEBF	Forfait annuel	RAMER	3	0	0,00	4,00	42,00	9,52
A.1.1.1.8.Fonctionnement véhicules	Forfait annuel	RAMER	3	0	0,00	4,00	42,00	9,52
Activité A.1.1.2 Renforcement des capacités des anciens CRÉER					0,00			20,67
A.1.1.2.1 : Formation de 29 CRÉER aux modules spécifiques	Nombre de CRÉER formés	RAMER	29	0	0,00	29,00	60,00	48,33
A.1.1.2.2 : Encadrement des 29 CRÉER (audit dynamique, coaching)	Nombre de CRÉER formés	RAMER	29	0	0,00	29,00	60,00	48,33
A.1.1.2.3 : Organisation de voyage d'études à l'intérieur du Pays	Nombre	RAMER	29	0	0,00	4,00	60,00	6,67
A.1.1.2.4 : Appui à la participation des rencontres statutaires des CRA	Nombre	RAMER	29	0	0,00	0,00	60,00	0,00
A.1.1.2.5 : Appui à l'introduction des CREER auprès des différents guichets publics et privés	Rencontre	RAMER	4	0	0,00	0,00	60,00	0,00
Activité A.1.1.3: Validation de l'étude sur les micros pôles économique	Etude	RAMER	1	1	100,00	1,00	1,00	100,00
Activité A.1.1.4: Opérationnalisation du dispositif des CRÉER dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre Nord et du Nord		RAMER			0,00			47,33

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
A.1.1.4.1. Recrutement de 30 CRÉER dont 8 réservistes	CRÉER	RAMER	30	0	0,00	29,00	60,00	48,33
A.1.1.4.2. Formation des CRÉER dont 8 réservistes aux modules de base (GERME, Diagnostic et montage de plan d'affaires)	CRÉER	RAMER	38	0	0,00	29,00	60,00	48,33
A.1.1.4.3. Encadrement des nouveaux CRÉER	CRÉER	RAMER	38	0	0,00	29,00	60,00	48,33
A.1.1.4.4.: Certification des nouveaux CRÉER	Nombre de CRÉER certifiés	RAMER	31	0	0,00	26,00	60,00	43,33
A.1.1.4.5.: Installation des nouveaux CRÉER dans leur zone d'intervention	Nombre de cérémonie d'installation de 30 CRÉER	RAMER	3	0	0,00	29,00	60,00	48,33
Activité A.1.1.5 : Réseautage des CRÉER	Nombre de réseau de CRÉER		1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
A.1.1.5.1: Organisation d'une rencontre de réflexion sur la formalisation du réseau des CRÉER	Rencontre	RAMER	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
A.1.1.5.2: Conduite d'actions d'accompagnement à la formalisation	Appui	RAMER	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
Activité A.1.1.6: Equipements des CRÉER				0	0,00			0,00
A.1.1.5.1 : Matériel et mobilier de bureau	nombre de lot de matériel acquis	RAMER	60	0	0,00	0,00	60,00	0,00
A.1.1.5.2 : Equipements Informatiques et matériel roulant	Nombre de kits informatiques acquis	RAMER	60	0	0,00	0,00	60,00	0,00
A.1.1.5.3 : Acquisition et installation d'équipements d'éclairage	Nombre de kits solaires acquis	RAMER	60	0	0,00	0,00	60,00	0,00
Activité A.1.1.7: Fonctionnement des CRÉER	CRÉER	RAMER			50,00			50,00
A.1.1.6.1 Apurement fonctionnement de 2014	Forfait annuel	RAMER	29	29	100,00	29,00	29,00	100,00
A.1.1.6.2. Paiement fonctionnement de 2015	Forfait annuel	RAMER	29	0	0,00	0,00	120,00	0,00
Activité A.1.2.1 : Contractualisation CREER / MEBF / PASPRU	Nombre de contrats signés	RAMER	29	0	0,00	29,00	180,00	16,11
Activité A.1.2.2 : Assistance des CRÉER pour la consolidation du portefeuille des MER		RAMER			0,00			35,03
A.1.2.2.1 : Appui des CREER pour le repérage/diagnostics des MER	Nombre de MER	RAMER	1 200	0	0,00	10 546,00	12 000,00	87,88
A.1.2.2.2 : Appui des CREER pour le diagnostic approfondi des MER repérées	Nombre de MER	RAMER	3 000	0	0,00	1 200,00	12 000,00	10,00
A.1.2.2.3 : Appui des CREER pour l'élaboration de	Plan	RAMER	1 000	0	0,00	866,00	12 000,00	7,22

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
diagnostics et de Plans d'accompagnement des MER	d'accompagnement							
Activité A.1.2.3 : Promotion de l'entrepreneuriat rural et de l'offre de services des CREER					0,00			23,08
A.1.2.3.1 : Appui à l'organisation de campagnes de promotion de l'entrepreneuriat rural	Nombre de campagnes réalisées par trimestre et par CRÉER	RAMER	240	0	0,00	480,00	1 440,00	33,33
A.1.2.3.2 : Participation aux sessions des conseils municipaux	Nombre de séances par communes	RAMER	213	0	0,00	107,00	426,00	25,12
A.1.2.2.3 : Identifier les micros entrepreneurs potentiels et en activité intéressés par l'accès aux services	Nombre de contrats des prestations MER/CRÉER	RAMER	1 200	0	0,00	866,00	12 000,00	7,22
A.1.2.3.4 : Approfondir la connaissance des filières locales nécessitant un investissement du PASPRU	Nombre de filières nécessitant un appui du PASPRU	RAMER	15	0	0,00	8,00	30,00	26,67
Activité A.1.2.4 : Assistance des CRÉER pour l'identification des marchés de produits des MER et du potentiel pour la valeur ajoutée					0,00			0,00
A.1.2.4.1 : Organisation de rencontres de concertation avec des experts et opérateurs	Nombre de rencontres par filières	RAMER	2	0	0,00	0,00	2,00	0,00
A.1.2.2.3 : Promotion de Produits à Valeur Ajoutée auprès des alimentations, restauration, hôtellerie	Nombre de produits	RAMER	145	0	0,00	0,00	1 800,00	0,00
Activité A.1.3.1 : Mise en œuvre des services d'appui aux MER	Nombre de MER	RAMER	12 000		6,67			13,39
A.1.3.1.1 : Contractualisation des relations groupements de MER / clients,	Nombre de contrat établis	RAMER	60	0	0,00	0,00	7 200,00	0,00
A.1.3.1.2: Appui à l'organisation de manifestations commerciales initiées par les CRÉER	Nombre de manifestations commerciales réalisées	RAMER	2	0	0,00	2,00	6,00	33,33
A.1.3.1.3 : Appui à la participation des MER à des événements commerciaux	Nombre de MER	RAMER	50	10	20,00	82,00	1 200,00	6,83
Activité A.1.3.2 : Contrôle de la qualité des prestations et du respect des contrats					12,50			18,75

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
A.1.3.2.1 : Organisation de rencontres périodiques de suivi et d'évaluation des activités des CRÉER	Nombre de rencontres organisées	RAMER	4	1	25,00	5,00	24,00	20,83
A.1.3.2.2 : Evaluation du contrat tripartite	Nombre d'atelier d'évaluation	RAMER	1	0	0,00	1,00	6,00	16,67
Activité A.1.3.3: : Mise à jour et gestion de la base de données sur les MER.	nombre de mise à jour		1		0,00	2,00	3,00	66,67
Sous-composante A2 « Facilitation de l'accès à la formation professionnelle, aux métiers et apprentissage		RVTFP			0,48			3,68
Activité A.2.1.1 : Etude sur l'offre publique et privée de prestations en formation professionnelle et aux métiers disponibles					0,00			0,00
A.2.1.1.1 : Réalisation d'une étude sur l'offre publique et privée de prestations en formation professionnelle et aux métiers disponibles	Nombre d'études réalisées	RVTFP	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
A.2.1.1.2 : Création et mise à jour d'une base de données sur l'offre publique et privée de prestations en formation professionnelle et aux métiers disponibles	Nombre de base de données créées et mise à jour	RVTFP	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
A.2.1.1.3 : Validation des conclusions de l'étude	Atelier	RVTFP	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
Activité A.2.1.2 : Formations des MER					2,86			10,00
A.2.1.2.1 : Mise en œuvre de sessions de formation en entrepreneuriat et la gestion simplifiée au profit de 870 MER	Nombre de MER formées	RVTFP	870	0	0,00	494,00	9 000,00	5,49
A.2.1.2.2 : Mise en œuvre de sessions de formation en entrepreneuriat et la gestion poussée (GERME) au profit de 250 MER	Nombre de MER formées	RVTFP	250	0	0,00	210,00	3 000,00	7,00
A.2.1.2.3: Mise en œuvre de 24 sessions de formation techniques et professionnelles au profit de 600 MER	Nombre de MER formées	RVTFP	600	72	12,00	2 916,00	9 000,00	32,40
A.2.1.2.4 : Organisation de voyages d'études au profit des MER	Nombre de MER ayant participé à des voyages d'étude	RVTFP	100	8	8,00	8,00	500,00	1,60
A.2.1.2.5 : Mise en œuvre de sessions de formation spécifiques au profit de 600 femmes	Nombre de session	RVTFP	600	0	0,00	0,00	4 500,00	0,00
A.2.1.2.5 : Appui à la mise en œuvre de sessions	Nombre de MER	RVTFP	480	0	0,00	0,00	3 600,00	0,00

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
d'alphabétisation fonctionnelle au profit de 480 MER	alphabétisées							
A.2.1.2.6 : Suivi post formations des MER	Nombre de MER suivies	RVTFP	500	0	0,00	282,00	1 200,00	23,50
Activité A.2.2.1 : Formations des apprentis					0,00			12,10
Formation des jeunes	Nombre	RVTFP	0	0	0,00	242,00	1 000,00	24,20
A.2.2.1.1: Organisation de rencontre de concertation pour l'identification des nouvelles spécialités de formation professionnelle à développer	Rencontre régionale	RVTFP	4	0	0,00	0,00	4,00	0,00
Activité A.2.3.1 : Identification de 300 formateurs endogènes en collaboration avec les CRA	Nombre	RVTFP	300	0	0,00	0,00	300,00	0,00
Activité A.2.3.2 : Traduction en 4 langues nationales de 08 outils pédagogiques et documents d'appui conseil	Nombre d'outils traduits	RVTFP	8	0	0,00	0,00	16,00	0,00
Activité A.2.3.3 : Multiplication et diffusion d'outils pédagogiques et de documents d'appui conseil	Nombre	RVTFP	2 000	0	0,00	0,00	5 000,00	0,00
Sous-composante A3 «Facilitation de l'accès aux technologies et innovations »					0,00			24,65
Activité A.3.2.1. : Réalisation des plaquettes sur les techniques de transformation du manioc en attiéké de 500 exemplaires par langue (Conception technique et graphique)	Nombre de plaquettes réalisées	RVTFP	500	0	0,00	400,00	2 000,00	20,00
Activité A.3.2.2 : Traduction en cinq (05) langues (français, mooré, dioula, gulmancema, bissa) de 500 exemplaires par langue (Conception technique et graphique)	Nombre de plaquettes reproduites	RVTFP	5	0	0,00	4,00	5,00	80,00
Activité A.3.2.3 : Reproduction des plaquettes en langues nationales (Impression en quadrichromie sur papier glacé format A4x4 recto-verso)	Nombre de plaquettes traduites	RVTFP	2500	0	0,00	1 600,00	5 000,00	32,00
Activité A.3.2.4 : Edition de fiches de présentation des Unités Artisanales Pilotes de transformation (manioc, graines de néré, d'amendes de karité, riz)	Nombre de plaquettes traduites	RVTFP			0,00			0,00
3.2.4.1: Conception technique et graphique		RVTFP	6	0	0,00	0,00	13,00	0,00
3.2.4.2: Impression en quadrichromie sur papier glacé format A2		RVTFP	6	0	0,00	0,00	13,00	0,00
Activité A.3.3.1 : Réalisation de campagnes de démonstration d'équipements ou de procédés	Nombre de campagne de	RVTFP	15	0	0,00	42,00	170,00	24,71

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
techniques en collaboration avec les partenaires	démonstrations réalisées							
Activité A.3.3.2 : Réalisation de visites commentées auprès d'unités plus expérimentées et qui utilisent avec succès des équipements et des procédés performants	Nombre de campagne de démonstrations réalisées	RVTFP	20	0	0,00	0,00	170,00	0,00
Activité A.3.3.3 : Mise en place des unités artisanales pilotes	Nombre d'unités artisanales installées	RVTFP	5	0	0,00	8,00	13,00	61,54
A.3.3.3.1: Organiser un atelier de réflexion sur l'évolution des unités de pilotes de transformation « centres de formations duales insérés au sein d'un atelier	Atelier	RVTFP	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
A.3.3.3.2: Organiser des séances de réflexion sur l'optimisation des coûts des bâtiments des unités de transformation agro-alimentaire	Atelier	RVTFP	4	0	0,00	0,00	4,00	0,00
A.3.3.3.9: Identification d'ateliers existants dans des métiers en rapport avec les micro-pôles	Atelier	RVTFP	4	0	0,00	0,00	4,00	0,00
Activité A.3.3.4: Recherche-développement et innovations		RVTFP	2	0	0,00			11,76
A.3.3.4.1: Appuyer la réalisation de recherches/actions sur les aires de séchage afin de réduire leurs coûts et améliorer leur performance en termes de qualité sanitaire et organoleptique des produits	Recherche action	RVTFP	2	0	0,00	2,00	17,00	11,76
Activité A.3.3.5: Tests sur de nouveaux types d'emballage et l'appui à l'acquisition groupée d'emballage		RVTFP	1	0	0,00			0,00
A.3.3.5.1: Réalisation des tests	Test	RVTFP	5	0	0,00	0,00	5,00	0,00
A.3.3.5.2: Acquisition des emballages	Lots d'emballage	RVTFP	5	0	0,00	0,00	5,00	0,00
Activité A.3.3.6: Développement de partenariat entre équipementiers et structure de recherche		RVTFP			0,00			33,74
A3.3.6.1. Identification en collaboration avec les CRA et la Chambre des artisans, des équipementiers intervenant dans les filières du PASPRU		RVTFP	4	0	0,00	0,00	4,00	0,00
A.3.3.6.2: Appui à l'organisation des réunions technique	Réunions	RVTFP	4	0	0,00	4,00	8,00	50,00
A.3.3.6.3: Appui à la réalisation de stages d'équipementiers	Nombre de stage	RVTFP	20	0	0,00	21,00	41,00	51,22

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Activité A.3.3.7: Mise en œuvre d'actions de communication	Actions	RVTFP			0,00			7,43
A.3.3.7.1 : Réalisation d'émissions radios sur les thèmes qui intéressent les MER, avec des témoignages de réussite	Nombre d'émissions réalisées	RSE	12	0	0,00	7,00	72,00	9,72
A.3.3.7.2 Documentaire sur les UA en lien avec les CRÉER		RSE	1	0	0,00	0,00	2,00	0,00
A.3.3.7.3. Insertion dans les journaux et revues		RSE	5	0	0,00	0,00	15,00	0,00
A.3.3.7.4. Couverture télévisuelles des événements du PASPRU		RAF	2	0	0,00	1,00	5,00	20,00
Composante B : Amélioration de l'environnement des MER					0,00			8,33
Sous composante B 1: Mise en place du fonds de développement des micros entreprises rurales					0,00			16,67
Elaboration du manuel du FODEMER	Manuel	RAMER			0	1	1	100
Formation des acteurs	Sessions	RAMER		0	0	1	2	50
Activité B.1.1.1 : Rencontres régionales d'opérationnalisation du dispositif de mise en œuvre du FODEMER	Nombre de rencontre	RAMER	4	0	0,00	0,00	8,00	0,00
Activité B.1.1.2 : Campagne d'information et de sensibilisation sur le FODEMER	Nombre de campagne	RAMER	4	0	0,00	0,00	8,00	0,00
Activité B.1.1.3 : Organisation de sessions des Comités Régionaux d'Approbation des Projets (CAP)	Nombre de sessions organisées	RAMER	4	0	0,00			0,00
B.1.1.3.1 : Formation des membres des CAP sur le manuel de FODEMER et des outils	Atelier	RAMER	4	0	0,00	0,00	4,00	0,00
B.1.1.3.2: Appui à la collecte des micro-projets des MER	Nombre	RAMER	4	0	0,00	0,00	8,00	0,00
B.1.1.3.2: Appui à la sélection des microprojets	Session	RAMER	4	0	0,00	0,00	8,00	0,00
Activité B.1.1.4 : Séances d'information et de cadrage avec les bénéficiaires du fonds	Nombre de bénéficiaires encadrés	RAMER	4	0	0,00	0,00	8,00	0,00
Activité B.1.1.5 : Mise en œuvre du fonds	Nombre de microprojets co financés	RAMER	500	0	0,00	0,00	1 000,00	0,00
Activité B.1.1.6 : Rencontre de bilan programmation/Evaluation	Ateliers	RSE	0	0	0,00	0,00	2,00	0,00

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Sous-composante B.2 Renforcement des associations des MER					0,00			0,00
Formation des CRÉER en technique de diagnostic organisationnel des organisations des MER	Nombre	RAMER	-	0		28,00	60,00	
Traduction et multiplication de nouvelles lois	Nombre	RAMER	-	0		2,00	5,00	
Activité B.2.1.1 : Appui à la réalisation d'une étude diagnostic sur l'environnement des MER	Diagnostics	RAMER	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
Activité B.2.1.5 : Appui à la réalisation de rencontres périodique de concertation par filière		RAMER	2	0	0,00	0,00	6,00	0,00
Formation des membres des bureaux des OP	Atelier	RAMER	-	0	0,00	0,00	25,00	0,00
Equiperment des organisations	Lot	RAMER	-	0	0,00	0,00	2,00	0,00
: Rencontres Périodique de concertation	Diagnostics	RAMER	-	0	0,00	0,00	145,00	0,00
Organisation de plaidoyers et lobbying	Nombre	RAMER		0	0,00	0,00	21,00	0,00
Composante C : Pilotage et gestion du programme					35,60			54,08
Sous-Composante C 1: Coordination et gestion de l'UGP					36,11			53,12
Activité C.1.1.1 : Matériel et équipements de bureau					0,00			51,19
C.1.1.1.1 : Mobilier de bureau	Lot de mobilier acquis	RAF	5	0	0,00	5,00	10,00	50,00
C.2.1.1.1 : Acquisition de smartphones (carte mémoire, forfait communication annuelle)	Lot de matériel	RAF	10	0	0,00	11,00	21,00	52,38
Activité C.1.1.3 : Personnel					66,67			75,00
C.1.1.3.1 : Charges salariales	Salaire payés	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.1.3.2 : Assurance maladie	Nombre de contrats	RAF	1	1	100,00	4,50	6,00	75,00
C.1.1.3.3 : Indemnités de déplacement	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
Activité C.1.2.1 : Renforcement des capacités	Nombre de personnes formées				50,00			37,50
C.1.2.1.1 : Participation aux séminaires et sessions de formation	Session	RAF	1	0	0,00	5,00	12,00	41,67
C.1.2.1.2 : Organisation de voyage d'études	Nombre de participants aux voyages d'études	RAF	4	4	100,00	4,00	12,00	33,33
Activité C.1.3.1 : Fonctionnement des véhicules	Nombre de véhicules fonctionnels		3	1,5	50,00	6,00	15,00	40,00

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Activité C.1.3.2 : Fonctionnement bureau					50,00			75,00
C.1.3.2.1 : Installation réseau filaire / internet	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.3.2.2 : Frais téléphoniques	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.3.2.3 : Services téléphoniques « Groupe Fermé d'Usagers »	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.3.2.5 : Maintenance informatique	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.3.2.6 : Fournitures de bureau	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.3.2.7: Entretien bureau	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.3.2.8: Frais de gardiennage	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
C.1.3.2.9: Frais d'envoi de courriers et bancaires	Forfait/an	RAF	1	0,5	50,00	4,50	6,00	75,00
Activité C.1.3.3 : Assurance véhicules	Contrat d'assurance	RAF	3	0	0,00	6,00	15,00	40,00
Sous-Composante C 2: Gestion des antennes					50,00			66,25
Activité C.2.1.2 : Personnel		RAF			50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.1.6.1 : Charges salariales	salaires payé	RAF	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.1.6.2 : Indemnités de déplacement	Montant des indemnités payées	RAF	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
Activité C.2.2.1 : Fonctionnement des véhicules	Nombre de véhicules fonctionnels	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
Activité C.2.2.2 : Fonctionnement bureau					50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.2.2.2: Frais téléphoniques	Forfait/an	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.2.2.3 : Eau et électricité	Forfait/an	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.2.2.4: Maintenance informatique	Forfait/an	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.2.2.5: Fournitures de bureau	Forfait/an	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.2.2.6 : Entretien bureau	Forfait/an	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.2.2.7 : Frais de gardiennage	Forfait/an	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
C.2.2.2.8: Frais d'envoi de courriers et frais bancaires	Forfait/an	CA	2	1	50,00	9,00	12,00	75,00
Activité C.2.2.3.: Assurance véhicules	Contrat d'assurance	RAF	2	1	50,00	4,00	10,00	40,00
Sous-Composante C 3: Pilotage du programme					20,68			42,88
Activité C.3.1.1 : Informatisation du système de suivi et évaluation et formation des utilisateurs					0,00			50,00
Elaboration du manuel	Manuel	RSE	0	0		1,00	1,00	100,00

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
Mise en place et opérationnalisation du dispositif de suivi	Dispositif	RSE	0	0		1,00	1,00	100,00
C.3.1.1.1: Conception du système et appui à l'informatisation	Système	RSE	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
C.3.1.1.2: Formation des utilisateurs	Session	RSE	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
Activité C.3.1.2 : Suivi interne					0,00			46,67
C.3.1.2.1 : Organisation d'ateliers d'autoévaluation de la mise en œuvre des activités du PASPRU au niveau régional	Atelier	RSE	4	0	0,00	16,00	24,00	66,67
C.3.1.2.2 : Organisation de sessions d'évaluation participative de la mise en œuvre des contrats d'objectifs	Sessions	RSE	2	0	0,00	2,00	5,00	40,00
C.3.1.2.3 : Réalisation d'enquêtes/collecte de données sur l'incidence, effets de la mise en œuvre des activités	Collecte	RSE	1	0	0,00	1,00	3,00	33,33
Activité C.3.1.3 : Elaboration des PTBA					0,00			66,67
C.3.1.3.1 : Atelier de bilan programmation au niveau des antennes	Nombre d'atelier	RSE	2	0	0,00	8,00	12,00	66,67
C.3.1.3.2 : Atelier de bilan programmation au niveau national	Nombre d'atelier	RSE	1	0	0,00	4,00	6,00	66,67
C.3.1.3.3 : Rencontre technique de consolidation du PTBA	Nombre de rencontres	RSE	1	0	0,00	4,00	6,00	66,67
Activité C.3.2.1 : Réalisation des audits annuels	Nombre de mission d'audit	RAF	1	1	100,00	4,00	6,00	66,67
Activité C.3.2.2: Relecture et validation du manuel des procédures administratives, financières et comptables	Mission	RAF	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
Activité C.3.2.3 : Migration vers TOM2PRO	x	RAF	1	0	0,00	0,00	1,00	0,00
Activité C.3.2.4 : Assistance technique au service financier	Mission	RAF	1	0	0,00	1,00	2,00	50,00
Activité C.3.2.5 : Organisation de missions bimestrielles de contrôle interne et d'appui conseils	Nombre de mission par antenne et par trimestre	CI	5	2	40,00	6,00	12,00	50,00
Activité C.3.2.6: Organisation des missions d'inventaire annuel des biens du programme	Nombre de mission par an et par antenne	RAF	2	0	0,00	8,00	12,00	66,67
Activité C.3.3.1 : Réalisation missions de suivi					37,50			33,33

Composante/Sous-composante ou produit	Indicateur	Service	Période: 2012 au 02 juin 2015			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	%
			PTBA	Progrès effectif	%			
externe								
C.3.3.1.1 : Suivi MARHASA	Nombre de missions de suivi semestriel	RSE	2	1	50,00	1,00	6,00	16,67
C.3.3.1.2 : Suivi conjoint MARHASA/MEF	Nombre de mission de suivi semestriel	RSE	1	0	0,00	1,00	3,00	33,33
C.3.3.1.3 : Suivi COFIL	Nombre de mission de suivi annuel	RSE	1	0	0,00	1,00	3,00	33,33
C.3.3.1.4 : Prise en charge du comité de suivi rapproché de la mise en œuvre du PASPRU	Nombre de session	RSE	1	1	100,00	1,00	2,00	50,00
Activité C.3.3.2 : Organisation des sessions du comité de pilotage	Nombre de session de COFIL	RSE	2	1	50,00	5,00	12,00	41,67
Activité C.3.3.3 : Appui à l'organisation des sessions statutaires des CRA	Session	RAF	4	0	0,00	0,00	8,00	0,00
Activité C.3.3.4: Appui à l'organisation des Cadres de concertation à l'échelle des Régions	Sessions	RAF	4	0	0,00	2,00	8,00	25,00
Activité C.3.3.5: Organisation des missions de supervision conjointe FIDA Gouvernement	Mission	RSE	1	1	100,00	4,00	12,00	33,33
PASPRU au 01 juin 2015					13,37			27,25

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A : Performance financière par bailleur de fonds au 30 avril 2015

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursements ('000 USD) (1)	Déboursements en %
Don/Prêt FIDA	16 150,0	16 150,0	4 302	26,6
Gouvernement	3 867,4	3 867,4	293	7,6
Bénéficiaires	96,0	96,0	0	0,0
Total	20 113	20 113	3 949	19,6

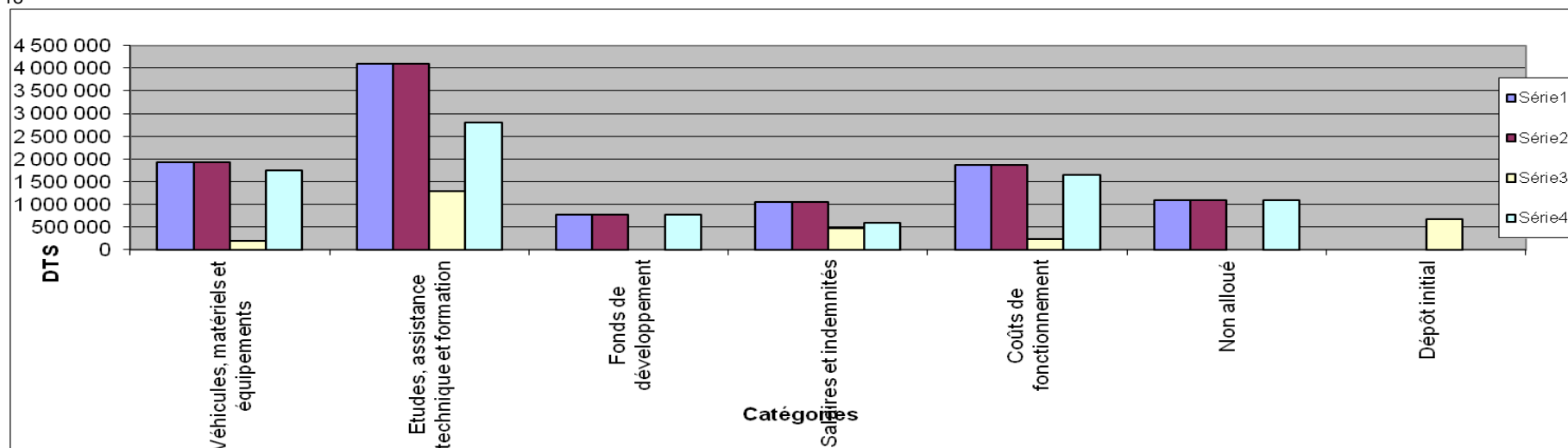
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Prêt/Don du FIDA			Gouvernement			Contribution des Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
A.	9 284,0	1 942,1	20,9	2 630,1	16,4	0,6				11 914,2	1 958,6	16,4
A1	5 491,1	371,0	6,8	1 507,2	8,7	0,6				6 998,3	379,7	5,4
A2	1 922,5	590,7	30,7	561,0	7,7	1,4				2 483,4	598,5	24,1
A3	1 870,4	980,5	52,4	562,0	0,0	0,0				2 432,4	980,5	40,3
B.	2 864,5	249,4	8,7	552,5	0,2	0,0	96,0	0,0	0,0	3 513,0	249,6	7,1
B1	2 342,3	202,2	8,6	384,9	0,0	0,0	0,0	0,0		2 727,2	202,2	7,4
B2	522,2	47,3	9,1	158,9	0,2	0,1	0,0	0,0		681,0	47,5	7,0
B3		0,0		8,8	0,0	0,0	96,0	0,0	0,0	104,8	0,0	0,0
C.	4 001,6	1 693,9	42,3	684,8	326,8	47,7				4 686,3	2 020,7	43,1
C.	4 001,6	1 693,9	42,3	684,8	326,8	47,7				4 686,3	2 020,7	43,1
TOTAL	16 150,1	3 885,5	24,1	3 867,4	343,4	8,9	96,0	0,0	0,0	20 113,5	4 228,9	21,0

Tableau 5C: Décaissements de prêt/don du FIDA (en DTS, au 30/04/2015)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Montant révisé	Déboursements*	Solde	Déboursements en % (*)	DRF en instance**	déboursement prévisionnel	solde prévisionnel	% décaissement
I	Véhicules, matériels et équipements	1 930 000	1 930 000	187 998	1 742 002	9,74	511	6 266	1 735 225	10,1
II	Etudes, assistance technique et formation	4 090 000	4 090 000	1 285 378	2 804 622	31,43	124 389	389 692	2 290 541	44,0
III	Fonds de développement	770 000	770 000	0	770 000	0,00	0		770 000	0,0
IV	Salaires et indemnités	1 046 000	1 046 000	459 817	586 183	43,96	24 612	31 106	530 465	49,3
V	Coûts de fonctionnement	1 874 000	1 874 000	222 900	1 651 100	11,89	19 445	41 306	1 590 350	15,1
VI	Non alloué	1 090 000	1 090 000	0	1 090 000	0,00	0		1 090 000	0,0
	Dépôt initial			668 110						
	Total	10 800 000	10 800 000	2 824 203	7 975 797	26,15	168 957	468 370	8 006 580	32,1

** DRF 18



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 4.02	L'UGP doit ouvrir et administrer un compte du programme (en . FCFA..); le gouvernement doit faire un versement initial représentant l'équivalent de 78 444 USD	Avant la mise en vigueur	Compte de programme ouvert et le versement initial fait le 8 septembre 2010	Réalisé
Section 4.02	Le gouvernement doit reconstituer le compte du programme par versements trimestriels, à l'avance		Les versements sont effectués dans le compte	Réalisé
Section 4.03	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 3		Permanent	Permanent
Section 4.04	Les polices d'assurance couvrant les véhicules, le matériel et les travaux de génie civil financés au moyen du produit du prêt doivent être conformes à de saines pratiques commerciales		Permanent	Permanent
Section 4.05, Section 11.10 b)	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	30 Juin	L'audit de l'exercice 2014 sera fait en 2015	En cours
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle		Permanent	Permanent
Annexe 4, paragraphe 7	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	45 jours au plus tard avant le commencement de l'année du programme	Le PTBA est chaque fois soumis au FIDA pour examen et observations	PTBA approuvé
Annexe 4, paragraphe 8 a)	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	du 26 mai au 13 juin 2014	Mission de revue à mi-parcours réalisée	Réalisée
Annexe 4, paragraphe 16	Le programme doit être exempté de tout droit d'importation, accise et TVA sur les dépenses d'investissement		permanent	Réalisé

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Les Centres de Ressources en Entrepreneuriat Rural (CREER) sont des entreprises (souvent une personne) de services de proximité basées en milieu rural en charge : i) d'accompagner la structuration des MER, ii) d'identifier leurs besoins de formation et en technologies appropriées, iii) de réaliser certaines formations de base pour les MER, iv) d'orienter et d'accompagner les MER auprès des différents guichets publics et privés disponibles dans leur environnement ou œuvrant à l'échelle nationale (tel que le FAFPA, FAPE, le FASI, le FAARE, FAIJ,...), iv) l'élaboration des plans d'affaires des MER et la mise en relation avec les structures de financement. L'ensemble des éléments recueillis lors de la mission confirment la pertinence, la viabilité/durabilité et l'efficacité du modèle CREER qui avaient déjà été mises en lumière lors de la revue à mi-parcours en juin 2014. De la même façon, le cursus de formation défini dans le cadre du PASPRU avec la MEBF apparaît adéquat et sa mise en œuvre par la MEBF performante.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Les Unités Artisanales Pilotes de Transformation ont un objectif de démonstration formation. En raison de leur coût (10 à 15 millions de FCFA) elles ne sont pas directement reproductibles par les MER. Les unités déjà fonctionnelles semblent cependant jouer à l'échelle d'un micro-pôle un rôle structurant non seulement par leur aspect de démonstration/formation mais aussi : (i) du fait qu'elles incitent les groupements féminins à s'organiser de façon élaborée pour valoriser l'unité (tours d'utilisation d'équipements, standardisation de produits, commercialisation commune, etc.) ou (ii) peuvent être source d'une segmentation du processus de transformation (1 groupement assure la fabrication de pâte de manioc qui est revendue à d'autres groupements/individus qui la transforment en attiéké). Suivre et analyser ces dynamiques pour mieux les documenter et les comprendre.
